

Les inspections du travail face aux transformations du marché du travail : une revue de la littérature

Rapport final

ÉQUIPE DE RECHERCHE

Dr. Alessandro Pelizzari (HETSL | HES-SO)

Prof. Dr. Nicolas Pons-Vignon (SUPSI)

Dr. Aris Martinelli (HETSL | HES-SO)

MANDANT :

Secrétariat d'État à l'économie (SECO)

FÉVRIER 2024

HE
TSL

TABLE DES MATIERES

Résumé	3
1 Introduction	4
1.1 Contexte	4
1.2 Objectifs et questions de recherche.....	5
2 Méthode	6
2.1 Revue de la littérature	6
2.2 Entretiens avec des expert-es	6
3 Principaux résultats	7
3.1 Transformations du travail	7
3.1.1 Changements structurels	7
3.1.2 Mutations des frontières géographiques et juridiques de l'entreprise	9
3.1.3 Transformations des relations de travail et de l'organisation des entreprises	10
3.2 Les pratiques innovantes des inspections du travail.....	11
3.2.1 Les restructurations internes aux organes d'inspection	11
3.2.2 Combinaison des approches d'intervention et visée stratégique	12
3.2.3 Collaboration avec d'autres entités	13
4 Conclusion	16
4.1 Synthèse des résultats et implications pour la Suisse	16
4.2 Recommandations et pistes de recherche	17
Bibliographie	19
Annexes	26
1. Processus de revue narrative systématisée de la littérature	26
2. Corpus de données.....	27
3. Entretiens d'expert-es de l'inspection de travail en Suisse	39

RÉSUMÉ

Les transformations du travail obligent l'inspection du travail à repenser son intervention pour assurer le contrôle des normes de sécurité et de santé dans les entreprises. Cette étude a pour objectif d'identifier les enjeux posés aux inspections du travail par ces transformations ainsi que les pratiques innovantes que celles-ci mettent en place pour y répondre. Nous avons ainsi procédé à une analyse narrative de la littérature dans le but d'identifier ces principales transformations et les stratégies mises en œuvre par les inspections. La revue a porté sur la période allant de 1990 à 2023 et s'est focalisée sur 98 sources. Elle a été complétée par sept entretiens avec des expert·es de l'inspection du travail en Suisse.

Les changements structurels du marché du travail – mondialisation, tertiarisation et numérisation, transformations démographiques et politiques – affectent les frontières des entreprises (sous-traitance, travail à domicile, etc.) et transforment la relation de travail (diversification du salariat, essor des indépendant·es, etc.). Ces transformations posent des enjeux majeurs à l'inspection du travail. Son ancrage dans des administrations nationales et dans les secteurs traditionnels rend difficile l'intervention au sein d'entreprises internationalisées et dans des lieux de travail en mutation. Les politiques d'austérité budgétaire ont en outre exercé une pression sur les salaires et sur les ressources dévolues à l'inspection. L'introduction de la nouvelle gestion publique au sein des administrations intensifie quant à elle le travail des inspecteur·rices, ce qui a pour conséquence de réduire les contrôles en entreprise, mais aussi de les transformer en audits. Ces transformations ont aussi renforcé la vulnérabilité des travailleurs·euses et fait apparaître de nouveaux risques, notamment en lien avec l'expansion de secteurs employant une importante main-d'œuvre féminine ou issue de l'immigration. L'action des inspections est mise à rude épreuve par la précarisation de l'emploi, les barrières linguistiques et culturelles, ainsi que par l'augmentation des risques psychosociaux. Ces tendances sont renforcées par le recours au travail temporaire, détaché ou informel, et par l'affaiblissement de la représentativité des associations patronales et des syndicats aboutissant à une individualisation des relations de travail.

Pour faire face à ces évolutions, les inspections du travail ont mis en œuvre trois stratégies innovantes :

La réorganisation interne des services d'inspection à travers le recours aux outils numériques, la mise à jour des compétences des inspections, qui s'appuient parfois sur des expert·es pour détecter les transformations du marché du travail. Ces stratégies peuvent aboutir à une standardisation accrue des interventions ou bien à des contrôles plus ciblés en fonction des risques. Dans certains cas, on observe aussi une augmentation des ressources de l'inspection pour faire face à de nouveaux défis, notamment lors de l'introduction d'un salaire minimum qui élargit les prérogatives des inspections du travail ;

La combinaison des approches de contrôle à travers le recours aux méthodes de persuasion et dissuasion, mais aussi proactives et réactives. Si la progression des interventions proactives et persuasives peut constituer une réponse à la réduction des ressources, l'absence des sanctions pourrait décourager les employeurs à se conformer à la loi. Un modèle uniquement basé sur les sanctions se heurte cependant aux stratégies d'évitement des entreprises. C'est pourquoi une intervention combinée (à la fois persuasive et dissuasive, proactive et réactive) permet d'associer les atouts en évitant les écueils de ces approches et peut concilier le respect des droits des travailleurs·euses avec la performance des entreprises en améliorant la qualité des contrôles en entreprise ;

La coopération avec d'autres entités peut enfin jouer un rôle décisif, notamment si elle résulte d'une démarche stratégique. Si les inspections nationales se coordonnent pour répondre à l'internationalisation des échanges et de la production, elles collaborent également avec d'autres entités (associations, tribunaux et partenaires sociaux). La collaboration peut alors prendre la forme d'une véritable co-exécution des lois. On observe enfin des stratégies où les inspections s'appuient sur les

outils d'autorégulation des entreprises. Dans ce cadre, l'articulation avec l'inspection, mais aussi la participation des travailleurs-euses, se révèle cruciale pour instaurer une « autorégulation surveillée ».

1 INTRODUCTION

1.1 Contexte

Depuis l'ère industrielle, l'inspection du travail contrôle le respect des normes de santé, de sécurité, de salaire et d'emploi (Vogel, 1998). Créée en Angleterre au début du XIX^e siècle, l'inspection joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre du droit du travail, en raison du caractère inégal de la relation entre travailleurs-euses et employeurs (Supiot, 2002), et contribue aussi à la lutte contre la concurrence déloyale des entreprises.

La centralité de l'inspection dans la régulation du marché du travail se reflète notamment dans l'importance que lui accorde l'Organisation internationale du travail (OIT). En 1947, la Convention de l'OIT n° 81 sur l'inspection du travail, ratifiée par la Suisse en juillet 1949, a fixé les principes généraux concernant la structure et les fonctions des dispositifs nationaux d'inspection. La convention stipule que l'inspection relève des tâches régaliennes de l'État et doit être placée sous le contrôle d'une autorité centrale (article 2). Elle doit « assurer l'application des dispositions légales relatives aux conditions de travail et à la protection des travailleurs dans l'exercice de leur profession, telles que les dispositions relatives à la durée du travail, aux salaires, à la sécurité, à l'hygiène et au bien-être, à l'emploi des enfants et des adolescents » et fournir des informations et des conseils aux employeurs et aux travailleurs-euses, mais aussi porter à l'attention des autorités les abus qui ne sont pas couverts par les dispositions légales existantes (article 3). Pour garantir des contrôles efficaces, l'inspection doit s'appuyer sur des moyens matériels et un nombre d'inspecteurs-rices du travail suffisant (article 10).

Pour accomplir ces missions, il existe une grande diversité de dispositifs d'inspection du travail¹ selon les pays, qui se différencient au regard de trois aspects : l'architecture institutionnelle définissant la présence des acteurs (étatiques ou privés) en charge de contrôler le marché du travail (Lehndorff *et al.*, 2009), les domaines fonctionnels définissant les champs d'intervention de l'inspection (santé, sécurité et conditions de travail) (Von Richthofen, 2002) et l'étendue des ressources et des compétences en matière d'intervention (Vogel, 2015 ; Walters, 2016). En fonction de ces trois facteurs et de leur combinaison, la surveillance du marché du travail s'appuie sur des dispositifs plus ou moins centralisés d'inspection recouvrant des domaines différents (Piore & Schrank, 2008). Les inspections se distinguent encore par les approches du contrôle en entreprise. Celles-ci peuvent être « dissuasives » lorsque l'application du droit s'appuie sur des sanctions, ou « persuasives » lorsque les inspecteurs-rices encouragent les employeurs à adapter leurs pratiques via des mesures incitatives. Elles peuvent aussi être « proactives » lorsque les contrôles sont organisés en fonction de priorités stratégiques et se combinent avec des campagnes de prévention, ou « réactives » quand elles font suite à des accidents ou des plaintes (Pires, 2008).

En Suisse, le législateur a reconnu très tôt l'importance d'un appareil d'exécution étatique pour la protection des travailleurs-euses dans le cadre de la protection de la santé et de la sécurité au travail dans les entreprises industrielles. La première loi fédérale sur le travail dans les fabriques (LTr) de 1877 introduit déjà un système de contrôle avec des inspecteurs fédéraux responsables de limiter la durée du travail et de faire respecter l'interdiction du travail des enfants (Rappard, 2008). La Loi sur

¹ Nous utilisons le terme « inspection du travail » quand nous évoquons le système de contrôle du marché du travail dans son ensemble et « dispositifs d'inspection » ou « inspections du travail » quand il est question des organes spécifiques d'exécution.

l'assurance-accidents (LAA) de 1981 a introduit de nouvelles normes de protection de la sécurité et de la santé et a contribué à la spécificité de l'inspection du travail en Suisse. Celle-ci se caractérise par une certaine complexité institutionnelle qui confère à des organes étatiques distincts l'application de différentes parties de la législation : les inspections cantonales contrôlent l'exécution de la LTr et de la loi sur le travail au noir (LTN) et l'inspection de l'assurance-accidents (SUVA) contrôle l'exécution de la LAA. À ce « dualisme » d'exécution (Aubert, 1994) se superpose la structure fédéraliste de la Suisse qui peut impliquer des pratiques de contrôle variées d'une région à l'autre (Steiger-Sackmann & Guery Schindler, 2018). Notons finalement que les partenaires sociaux (syndicats et associations paritaires) interviennent dans l'application des normes de droit régies par les Conventions collectives de travail (CCT) ; s'y ajoutent les organes de contrôle étatiques pour l'exécution des Mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes dans le cadre des Commissions tripartites (dès 2004) et de la Loi fédérale sur le travail au noir (LTN), entrée en vigueur en 2005.

1.2 Objectifs et questions de recherche

Les transformations structurelles du marché du travail (mondialisation, nouvelles technologies, féminisation, etc.) ont des effets sur l'organisation du travail et la relation salariale et appellent les inspections à élaborer des stratégies pour répondre à ces défis (Casale & Sivananthiran, 2011, p. 50). Des recherches mettent en lumière les stratégies d'adaptation des dispositifs nationaux d'inspection, même si leur impact sur des marchés du travail en mutation est difficile à établir (Bosch *et al.*, 2019 ; Lindblom & Hansson, 2004 ; Walters *et al.*, 2011). Ces stratégies sont développées dans un contexte paradoxal. Alors que la dérégulation du marché du travail s'est traduite dans plusieurs pays par une baisse des ressources dédiées aux inspections (Weil, 2008 ; Santoso, 2018), on observe une « renaissance de la régulation » (Piore & Schrank, 2008). Celle-ci est alimentée notamment par les recommandations du Bureau international du travail (BIT, 2006) qui visent à renforcer les dispositifs d'inspection de travail pour faire face aux nouveaux défis.

En Suisse, de telles études sont rares (Weissbrodt, 2019 ; Weissbrodt *et al.*, 2021), mais non moins nécessaires compte tenu des débats sur l'avenir de l'inspection du travail au sein des organes compétents (Aubert, 1994 ; Gisler, 1994 ; Krieger, 2008 ; Union syndicale suisse, 1984), des interventions parlementaires à ce sujet (Maillard, 2020) et des avis d'expert-es (Steiger-Sackmann & Guery Schindler, 2018 ; Schaub & Cirigliano, 2020 ; Dupont, 2021 ; Pärli 2022).

Dans ce contexte qui appelle à réfléchir à l'action de l'inspection du travail dans un monde du travail en forte mutation, le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) a confié un mandat de recherche à la Haute école de travail social et de la santé (HETSL) et la Scuola universitaria professionale della Svizzera italiana (SUPSI). Ce mandat a précisément pour objectif d'identifier, à l'appui d'une revue de littérature scientifique et grise, les stratégies innovantes adoptées par les inspections du travail pour faire face aux défis posés par les transformations du marché du travail.

Conformément au mandat du Seco, la présente étude vise à répondre aux deux questions suivantes :

1. Quels sont les principaux enjeux que les transformations du marché du travail posent à l'inspection du travail ?
2. Quelles sont les mesures et les pratiques innovantes mises en œuvre pour y répondre ?

Le mandat concerne en premier lieu les inspections de travail étatiques conformément à l'article 2 de la Convention de l'OIT n° 81. Les connaissances produites permettront de renforcer le soutien que le Seco apporte à l'action des inspections et d'identifier des lacunes de recherche à combler.

2 MÉTHODE

Pour répondre à ces questions, nous avons effectué une revue de la littérature scientifique complétée par sept entretiens avec des expert-es du marché du travail suisse et par de la littérature grise.

2.1 Revue de la littérature

Nous avons procédé à une analyse narrative de la littérature basée sur une méthodologie systématisée (Framarin & Déry, 2021, p. 24 ; Snyder, 2019) en utilisant les bases de données Web of Science (WoS) et Swisscovery pour identifier les articles scientifiques, les livres et la littérature grise sur les stratégies des inspections du travail confrontées aux transformations du marché du travail. La première est une base de données reconnue à l'échelle internationale, qui est fréquemment mobilisée pour les revues de littérature scientifique, et inclut des articles en anglais publiés dans des revues ayant un Impact Factor. La deuxième est une plateforme nationale qui rassemble des informations scientifiques provenant d'environ 490 bibliothèques suisses et permet d'inclure les références de la littérature grise, en particulier suisse, ainsi que des sources publiées dans des revues qui ne sont pas référencées dans WoS², notamment en langues française et allemande.

La revue de littérature s'est articulée en trois étapes (voir [annexe 1](#)). Premièrement, nous avons élaboré un protocole de recherche et des critères d'inclusion qui comprenaient la définition du bornage temporel et du type de sources. Nous avons ainsi décidé de focaliser notre analyse sur la période allant de 1990 à 2023, durant laquelle on observe des transformations profondes du marché du travail et une augmentation remarquable des recherches autour des inspections du travail à l'échelle internationale. Conformément au mandat, la recherche bibliographique a exclu les documents de conférence, les éditoriaux et les articles de presse et a porté sur les champs de recherche suivants : économie, ergonomie, relations industrielles, droit, histoire, science politique, sociologie et sciences sociales. La recherche a été effectuée en août 2023 et a identifié un total de 516 références. Deuxièmement, nous avons vérifié la duplication des sources et effectué une première sélection des sources pertinentes sur la base de la lecture des résumés. À l'issue de cette étape, nous avons obtenu 117 références. Troisièmement, nous avons lu plus dans le détail les articles (introduction et conclusion) et discuté de la constitution du corpus au sein de l'équipe de recherche, puis intégré 37 autres documents pertinents. Pour finir, 98 sources ont été retenues pour l'analyse (voir [annexe 2](#)).

2.2 Entretiens avec des expert-es

L'analyse de la littérature a été complétée par sept entretiens semi-directifs avec des acteurs-rices des principaux organes du système d'inspection du travail en Suisse (inspections cantonales/AIPT ; CFST/SECO/Suva ; partenaires sociaux) afin de comprendre la manière dont les enjeux identifiés par la littérature se déclinent en Suisse. Nous nous sommes appuyés sur les entretiens pour affiner les conclusions et recommandations formulées dans la section 4 de ce rapport. La liste des personnes interviewées est présentée dans l'[annexe 3](#) et rend compte de leur diversité.

² Les termes de recherche suivants ont été utilisés (en allemand, anglais, français et italien) pour la recherche par mots-clés dans les titres (TI) et les résumés (AB) d'articles scientifiques (Web of Science) et dans les titres des sources recensées dans la plateforme Swisscovery : « TI=(labour inspectorate) OU TI=(labour inspection) OU TI=(inspection du travail) OU AB=(inspection du travail) OU AB=(labour inspectorate) OU AB=(labour inspection) OU AB=(ispettorato del lavoro) OU TI=(ispettorato del lavoro) OU TI=(Arbeitsinspektion) OU AB=(Arbeitsinspektion) OU AB=(Arbeitsinspektorat) OU TI=(Arbeitsinspektorat) ».

3 PRINCIPAUX RÉSULTATS

La revue de la littérature scientifique a permis de mettre en évidence les principales transformations du travail qui soulèvent des enjeux majeurs pour l'action de l'inspection du travail (section 3.1) ainsi que les différentes stratégies innovantes que les inspections ont déployées pour y faire face (section 3.2).

3.1 Transformations du travail

Les transformations du travail mises en évidence par la littérature scientifique peuvent être appréhendées à travers les changements structurels, la fragmentation juridique et géographique de l'entreprise, la mutation des relations de travail et de l'organisation interne des entreprises.

3.1.1 Changements structurels

Cinq principaux changements structurels émergent de la revue de la littérature. Premièrement, une série d'études souligne à quel point la **mondialisation et la tertiarisation de l'économie** changent la géographie de la production et mettent le secteur des services au centre des économies (Battista, 2023 ; Sampson & Bloor, 2007). Pour certain-es auteur-es, ces changements révèlent l'inadéquation des inspections du travail dans une économie de plus en plus mondialisée, car leur action se fonde historiquement sur le paradigme étatique national (Hartlapp, 2014 ; Von Richthofen, 2002) et est conditionnée par les secteurs traditionnels dans lesquels elle s'est déployée, comme la construction et l'industrie (Walters, 2016, p. 40).

Deuxièmement, d'autres études mettent en évidence le rôle des **évolutions technologiques** dans les transformations du marché du travail. La diffusion des nouvelles technologies accompagne l'essor des nouveaux modèles d'intermédiation entre producteurs, consommateurs et travailleurs-euses tels que les plateformes numériques (De Stefano, 2015). L'intervention des inspections au sein de celles-ci est subordonnée à la reconnaissance de la relation de travail salarié par les autorités compétentes (Abdelnour *et al.*, 2023) ; or, comme le montre le BIT (2021), en s'appuyant sur une vaste étude comparative, ces plateformes tentent systématiquement de nier le caractère dépendant (salarié) des personnes qui travaillent par leur truchement. En outre, l'utilisation d'algorithmes et de l'intelligence artificielle (IA) pour organiser et contrôler le travail donne aux employeurs un pouvoir de surveillance continue des salarié-es (De Stefano & Doellgast, 2023) ; l'IA augmente ainsi les risques directs (comme la discrimination) et indirects, liés à l'automatisation du travail, qui exacerbent les troubles psycho-sociaux (Hassel & Özkiziltan, 2023). A contrario, l'usage de technologies anciennes et polluantes accroît les risques pour la sécurité et la santé, notamment dans les pays du Sud (Albracht, 2005). Finalement, la diffusion des nanotechnologies a fait émerger de nouveaux risques pour la santé des travailleurs-euses (p. ex. les effets toxiques des nanoparticules) (EU-OSHA, 2016). Les inspections du travail sont ainsi confrontées à des mutations qui posent des défis structurels à leur approche, tout en exigeant une mise à jour rapide et permanente de leurs connaissances.

Troisièmement, plusieurs recherches soulignent que la mise en œuvre de **politiques déflationnistes et d'austérité budgétaire** a exercé une pression à la baisse sur les salaires (Amengual, 2014 ; Fine & Gordon, 2010 ; Navarro, 2015) et sur les ressources dévolues à l'inspection dans plusieurs pays du Nord (BIT, 2006 ; Hartlapp, 2014 ; Walters *et al.*, 2011 ; Weil, 2008) et du Sud global (BIT, 2006 ; Navarro, 2015 ; Santoso, 2018). La 95^e session de la Conférence internationale du Travail a ainsi mis en évidence l'incapacité de l'inspection du travail dans plusieurs pays à assumer ses fonctions en raison d'un manque de ressources (BIT, 2006, p. 4). Les réductions budgétaires sont parfois légitimées par des arguments économiques (les inspections entraveraient l'autorégulation du marché du travail) ou politiques (mettant en doute leur pouvoir discrétionnaire, voire leur impartialité). Elles concernent la

majorité des pays de l'Union européenne (UE-15) (Hartlapp, 2014, p. 814 ; Weil, 2008, p. 352), des pays d'Europe de l'Est (Reinhold *et al.*, 2009), d'Amérique du Sud (Marinakis, 2016 ; Santoso, 2018), d'Asie (Casale & Sivananthiran, 2015) et d'Afrique (Von Richthofen, 2002).

L'introduction de la **nouvelle gestion publique (NGP)** au sein des administrations intensifie quant à elle le travail des inspecteurs-rices, qui sont soumis-es à un contrôle de plus en plus strict de leur travail, par le biais d'objectifs à atteindre et de comptes à rendre (Jensen, 2004 ; Loyens, 2013 ; Mias, 2023 ; Moraes Pires & Durand, 2011 ; Pires, 2011, 2013 ; Szarlej & Tiano, 1998). Cela a pour conséquence de réduire l'activité de contrôle en entreprise, mais aussi de la transformer en audit basé sur l'analyse de documents plutôt que des visites de terrain (Bartley & Egels-Zandén, 2015 ; Bessiere, 1998 ; Bonnaud & Coppalle, 2008 ; Hartlapp, 2014 ; Mustchin & Martínez Lucio, 2023 ; Rissing, 2022 ; Vandenberghe, 2003). Les tensions entre cette logique managériale et la logique professionnelle des organes d'inspection peut susciter des résistances et des formes de désengagement de la part des inspecteurs-rices (Navarro, 2015 ; Szarlej-Ligner, 2016).

Ces difficultés ont induit une « crise de l'inspection du travail comme service public » (Walters *et al.*, 2011), qui pose des enjeux concrets pour l'application des lois sur le travail, car la capacité à les faire respecter dépend des ressources, de la crédibilité des sanctions et de la coordination entre les organes d'inspection (Hartlapp, 2014 ; Lewis, 2019). En effet, un nombre plus important d'inspecteurs-rices du travail et une fréquence plus élevée des contrôles en entreprise sont positivement corrélés avec un meilleur respect des normes de sécurité et de santé au travail (Almeida & Ronconi, 2016 ; Fedorets & Beckmannshagen, 2021 ; Lindblom & Hansson, 2004 ; Ronconi, 2010). Des études montrent aussi que la conformité avec les normes de sécurité et de santé au travail améliore la performance des entreprises (Piore & Schrank, 2008).

Les mesures d'austérité ont, quatrième, été accompagnées par des politiques de déréglementation qui ont eu un effet ambivalent. D'une part, ces politiques ont précarisé davantage le marché du travail en augmentant la vulnérabilité des travailleurs-euses (Walters *et al.*, 2011). D'autre part, en réaction aux effets négatifs de ces politiques, un mouvement de re-régulation du marché du travail a émergé dans beaucoup de pays (Piore & Schrank, 2008). Dans ce cadre, de nouvelles opportunités émergent pour l'inspection du travail lorsque des **mesures législatives** ou réglementaires sont introduites afin de mieux protéger les travailleurs-euses. C'est le cas notamment du salaire minimum en Allemagne (Bosch *et al.*, 2019 ; Fedorets & Beckmannshagen, 2021) et dans des pays d'Amérique du Sud (Gindling *et al.*, 2015 ; Marinakis, 2016). En Espagne, la « loi Rider » de 2021 a obligé les plateformes de livraison à établir des contrats de travail standard avec leurs employé-es, tout en augmentant les prérogatives de l'inspection afin de la faire respecter face à la résistance des entreprises (Baylos, 2022 ; de Miguel *et al.*, 2023). En Suisse, dans le cadre d'un conflit social qui a impliqué les chauffeurs-euses de taxi, les autorités cantonales et les syndicats, une réglementation des contrats de travail pour le personnel embauché par la multinationale Uber a aussi pu être obtenue (Bonvin *et al.*, 2023). On peut aussi citer les clauses sociales de protection des travailleurs-euses inscrites dans les accords de libre-échange entre l'Amérique latine et les États-Unis, qui ont induit une augmentation des ressources des dispositifs d'inspection (Dewan & Ronconi, 2018), ou encore l'ordonnance sur les pouvoirs de l'inspection du travail de 2016 qui élargit les compétences et les voies de sanction de l'inspection en France (Mandy, 2017). Ces changements législatifs ou réglementaires visent en principe à renforcer les prérogatives de contrôle. Toutefois, s'ils ne sont pas accompagnés par une augmentation des ressources, ils peuvent induire une baisse des contrôles dans d'autres domaines (Gindling *et al.*, 2015).

Enfin, les marchés du travail sont influencés par des **changements démographiques** majeurs. D'une part, l'expansion des secteurs à basse qualification avec une main d'œuvre majoritairement féminine a accru la précarité de l'emploi et fait apparaître de nouveaux risques. Ceux-ci concernent en particulier la santé, dans les services où prévalent des mouvements répétitifs (troubles musculosquelettiques). La

féménisation soulève aussi d'importantes questions concernant les inégalités, le harcèlement et la discrimination, comme la protection des femmes enceintes (Navarro, 2015 ; Vogel, 2015 ; Walters *et al.*, 2011; Thoïen, 2006). Pour répondre à ces défis, Casale et Sivananthiran (2011, p. 53) considèrent que « les questions relatives à la discrimination, y compris à l'égalité de genre au travail, doivent être intégrées dans les fonctions de l'inspection du travail ». D'autre part, on constate une augmentation de l'immigration laborieuse, qui est souvent soumise à des conditions d'emploi et de travail précaires (Albracht, 2005 ; Fine & Gordon, 2010 ; Lewis, 2019 ; Teague, 2009; Vosko *et al.*, 2019). Au sein de l'UE, la libre circulation des personnes a remplacé d'autres modalités de recours à la main-d'œuvre migrante, comme les statuts de travail saisonnier, en facilitant le recrutement du personnel avec des permis de courte durée, augmentant ainsi les risques de sous-enchère (Hartlapp & Heidbreder, 2018 ; Quinlan *et al.*, 2009 ; Albracht, 2005 ; Lewis, 2019 ; Teague, 2009 ; Vosko *et al.*, 2019). La protection de ces populations est difficile en raison de leur précarité et des barrières linguistiques et culturelles.

3.1.2 Mutations des frontières géographiques et juridiques de l'entreprise

Ces changements structurels s'accompagnent d'une **mutation des entreprises, des relations inter-firmes et des formes de mobilisation de la main d'œuvre**. La mondialisation de l'économie et la diffusion des nouvelles technologies favorisent la fragmentation organisationnelle et la diversification des entreprises avec, d'une part, la montée en puissance d'entreprises transnationales disposant d'un fort pouvoir de marché et, d'autre part, l'émergence d'une multitude de micro et petites entreprises dans les chaînes de sous-traitance nationales et transnationales contrôlées par ces grandes entreprises (Hartlapp, 2014 ; Hartlapp & Heidbreder, 2018 ; Outhwaite & Martin-Ortega, 2019 ; Quinlan *et al.*, 2009 ; Von Richthofen, 2002). De même, l'essor des grandes firmes de la logistique (Sampson & Bloor, 2007 ; Battista, 2023) et des plateformes numériques (Abdelnour *et al.*, 2023) contribuent aussi à l'éclatement des frontières de l'entreprise. La persistance du travail à domicile dans les pays en voie de développement (ILO, 2015 ; Paraciani & Rizza, 2021) et dans des secteurs tels que les soins dans les pays industrialisés (Quinlan *et al.*, 2009) participe également de l'atomisation des relations de travail.

Les inspections font donc face à une **transformation des « lieux » de l'inspection**. L'entreprise verticalement intégrée et organisée au sein d'un État cède le pas à l'entreprise en « réseau » où des entités localisées dans plusieurs territoires interviennent dans la production d'un bien ou service, à des lieux de travail mobiles (comme dans la logistique), à des organisations « hybrides » (plateformes), ou encore à des postes de travail qui coïncident avec des lieux de domicile (travail domestique, télétravail, soins à domicile). La capacité d'intervention de l'inspection est alors mise à rude épreuve, car l'identification et l'accès aux lieux de travail se complexifient. De même, le contrôle des micro et petites entreprises est plus difficile compte tenu du manque de ressources (Von Richthofen, 2002, pp. 227–230), ce qui incite l'inspection à orienter les contrôles vers les grandes entreprises donneuses d'ordre (Almeida & Ronconi, 2016 ; Reinhold *et al.*, 2009 ; Ronconi, 2010). Ceci est d'autant plus préoccupant dans un contexte où la montée de la sous-traitance tend à déresponsabiliser ces entreprises de leurs devoirs de protection et engendre une pression accrue sur le personnel, tant dans les secteurs traditionnels comme l'industrie, la construction et le transport (Moraes Pires & Durand, 2011 ; Quinlan *et al.*, 2009) que dans les secteurs émergents comme les plateformes (Abdelnour *et al.*, 2023) et les soins à domicile (Quinlan *et al.*, 2009). Il est dès lors difficile pour l'inspection d'établir clairement les liens de subordination, ce qui affaiblit sa capacité d'action et compromet la protection de la santé et des conditions de travail des salarié-es vulnérables. Finalement, ces processus impliquent souvent des suppressions de postes, ce qui accentue l'insécurité de l'emploi, ainsi que l'intensification du travail (Quinlan & Bohle, 2008 ; Walters *et al.*, 2011). La précarisation et l'insécurité de l'emploi contribuent ainsi à exacerber les risques psychosociaux (RPS) (Toukas *et al.*, 2015).

Alors que l'inspection du travail peine à répondre aux défis posés par ces évolutions, on observe une **multiplication des instruments d'autorégulation** du marché du travail promus par les grandes entreprises (codes de conduite, normes ISO, etc.). Ceux-ci tendent à se substituer aux activités d'inspection et à la participation directe des travailleurs-euses dans les entreprises (Garcia-Muñoz Alhambra *et al.*, 2020). Or, l'usage de ces instruments est fortement critiquée : les conflits d'intérêts entre organes de contrôle et entreprises contrôlées, l'étendue limitée de ces instruments, la non-implication des travailleurs-euses et les exigences de rentabilité des entreprises les rendent souvent inefficaces (Bartley & Egels-Zandén, 2015 ; Graz *et al.*, 2022 ; Outhwaite & Martin-Ortega, 2019). En même temps, les failles de cette « gouvernance privée » ouvrent la porte à l'intervention d'autres acteurs-rices (institutions, ONG, syndicats, etc.) dans la régulation du marché du travail (Outhwaite & Martin-Ortega, 2019). Cela soulève des enjeux concernant le champ de l'inspection et la possibilité de collaborer avec ces acteurs-rices (cf. [section 3.2.3](#)).

3.1.3 Transformations des relations de travail et de l'organisation des entreprises

Les changements structurels, la fragmentation et la diversification des entreprises ont aussi des effets sur l'organisation interne des entreprises et sur les formes de mobilisation de la main d'œuvre. Cela prend souvent la forme de relations contractuelles « atypiques » avec des effets importants sur les inspections qui se sont historiquement construites autour de contrats « typiques ».

Ainsi, ces changements vont de pair avec une **diversification des statuts de la main-d'œuvre** et des **restructurations de l'organisation du travail**. Nous assistons à l'émergence de « lieux de travail fissurés » (Weil, 2014), caractérisés par la coexistence, au sein de la même entreprise, et parfois au même poste, de salarié-es ayant des conditions contractuelles différentes (emploi direct, emploi par un sous-traitant, etc.). Cette tendance est renforcée par le recours au travail temporaire, aux travailleurs-euses détaché-es (Hartlapp & Heidbreder, 2018 ; Quinlan *et al.*, 2009) et le travail informel (Barbero *et al.*, 2020 ; Casale & Sivananthiran, 2015 ; Ruiz, 2009). De même, les restructurations des entreprises se traduisent par des formes de travail atypiques (temps partiel imposé, travail à l'heure, à la tâche, etc.) (Páramo & Vega, 2017), mais aussi par d'autres mesures de flexibilité du travail (autonomie, hausse et annualisation du temps de travail, intensification, etc.) avec parfois une responsabilisation accrue des travailleurs-euses (Toukas *et al.*, 2015 ; Walters *et al.*, 2011). Ces restructurations s'inscrivent dans le cadre d'un affaiblissement de la représentativité des associations patronales et des syndicats dans les branches et les entreprises, ce qui a pour effet d'accroître l'individualisation des relations de travail (Bosch *et al.*, 2019 ; Sojourner & Yang, 2022 ; Vogel, 2015, 2018 ; Von Richthofen, 2002, pp. 60–61). Cet affaiblissement rend l'intervention de l'inspection d'autant plus nécessaire pour garantir le respect des normes de santé et des conditions de travail.

Ces évolutions posent d'importants défis aux organes d'inspection. La **précarisation de l'emploi et du travail** propre aux travailleurs-euses migrant-es diminue leur propension à dénoncer des infractions aux normes de sécurité et de santé au travail (Albracht, 2005 ; Lewis, 2019). La littérature montre aussi que, dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre migrante, le respect des normes salariales n'est pas toujours garanti (Amengual, 2014 ; Bartley & Egels-Zandén, 2015 ; Fine & Gordon, 2010). D'autres études soulignent que ces changements organisationnels accentuent les RPS, notamment pour les travailleurs-euses vulnérables, et qu'un environnement de travail de plus en plus individualisé renforce les besoins en matière de protection de la santé (Toukas *et al.*, 2015 ; Weissbrodt & Giauque, 2017). L'affaiblissement des partenaires sociaux, notamment des syndicats, diminue en outre les ressources pour les contrôles paritaires et limite la participation des travailleurs-euses (Vogel, 2015 ; 2018). Dans les pays à forte tradition corporatiste, ce recul induit également l'apparition de larges secteurs de travail précaire où les partenaires sociaux et les travailleurs-euses ne sont pas présent-es et dont ils ne peuvent donc pas assumer la surveillance (Bosch *et al.*, 2019).

3.2 Les pratiques innovantes des inspections du travail

L'analyse a mis en évidence trois catégories de pratiques innovantes mises en œuvre par l'inspection pour faire face aux transformations du marché du travail et aux contraintes de ressources : la restructuration des organes d'inspection, la diversification des approches d'intervention et la coopération avec d'autres entités qui interviennent dans la régulation du marché du travail.

3.2.1 Les restructurations internes aux organes d'inspection

Pour faire face aux transformations du marché du travail, les services d'inspection adoptent plusieurs formes de réorganisation interne.

Le **recours aux outils numériques** rend les inspections plus efficaces et favorise les stratégies de contrôles ciblés. Dans certains pays asiatiques (Casale & Sivananthiran, 2015, pp. 224–225) et d'Amérique du Sud (Marinakos, 2016, pp. 152–153), ces outils sont mobilisés pour constituer des registres numérisés d'entreprises afin de permettre aux inspections de mieux planifier les contrôles et l'allocation des ressources dont elles disposent. Au Brésil, un système numérisé de cartes d'infractions en matière de travail des enfants a été introduit, centralisant des informations de différentes entités (assistance sociale, familles, ONG, etc.) (Pires, 2013, pp. 635–636). Enfin, la création de services de hotline (Lewis, 2019) et la mise en ligne de documentation sur la santé au travail (Mustchin & Martínez Lucio, 2023) constituent des pratiques innovantes issues de la réorganisation interne des inspections. La numérisation de l'économie nécessite en outre une mise à jour des compétences des inspections, qui font appel à des expert-es pour mieux comprendre le fonctionnement des plateformes numériques et détecter l'usage abusif des technologies de la part des employeurs (Páramo & Vega, 2017, pp. 23–26).

Le **renforcement de la formation** est ainsi un enjeu crucial pour l'efficacité de l'inspection ; celle-ci ne concerne pas seulement les aspects techniques (connaissance des lois, nouveaux risques en matière de sécurité et de santé, etc.), mais doit aussi renforcer la compréhension des mutations relatives aux relations entre les employeurs et les travailleurs-euses (Vandenberghe, 2003 ; Von Richthofen, 2002). L'enjeu consiste donc à adapter les formations afin qu'elles permettent aux inspecteurs-ices d'appréhender les transformations du travail et leurs conséquences. Plusieurs inspections ont recruté du personnel académique spécialisé et développé les compétences relationnelles (avec les employeurs) ; les formations en matière d'évaluation et de prévention des RPS mériteraient quant à elles d'être davantage développées (Toukas *et al.*, 2015 ; Weissbrodt & Giauque, 2017). Si les formations mobilisant l'expertise extérieure sont importantes, celles qui valorisent les connaissances générées par l'activité d'inspection le sont tout autant. Moraes Pires & Durand (2011) montrent, à travers le cas de la construction en Suisse, l'importance d'élaborer des formations à partir des situations rencontrées par les inspecteurs-rices lors de leurs interventions. La mise sur pied de groupes de travail et d'espaces de discussion dans l'inspection brésilien afin d'échanger autour des pratiques constitue un autre exemple d'innovation dans la formation centrée sur l'expérience (Pires, 2013).

La création de programmes de formation et l'utilisation accrue des outils digitaux par les inspections du travail peuvent aussi aboutir à une **standardisation accrue des interventions**, qui devient de plus en plus importante dans un contexte caractérisé par de multiples transformations et la nécessité de rendre le travail de l'inspection plus transparent et évaluable (Von Richthofen, 2002, pp. 165–167). La promotion de la cohérence des contrôles est d'autant plus nécessaire au vu de la diversité des profils des inspecteurs-rices, de la multiplication des lieux de travail et des systèmes de production (Bonnaud & Coppalle, 2008), mais aussi des changements organisationnels impulsés par la NGP, qui impliquent une traçabilité des procédures et des résultats de contrôles en entreprise (Paraciani & Rizza, 2021).

Dans certains cas, on observe aussi une **augmentation des ressources de l'inspection** pour faire face à de nouveaux défis, notamment en matière de salaire minimum. Dans le cadre d'une campagne sur le respect du salaire minimum au Costa Rica, le budget de l'inspection du travail a ainsi été majoré de 27%, ce qui s'est traduit par une légère hausse du nombre d'inspecteurs-rices, des véhicules et du matériel informatique à leur disposition et, *in fine*, par une amélioration des conditions de travail (Gindling *et al.*, 2015, p. 673). En Irlande, également suite à l'introduction d'une loi sur le salaire minimum en 2016, les effectifs de l'inspection ont triplé et un système de *call center* et de gestion des dossiers informatisés ont été introduits, permettant de déposer plus rapidement des plaintes et de rendre les contrôles plus efficaces (Teague, 2009, p. 219). Aux États-Unis, en revanche, malgré des investissements dans les services d'inspection, ces derniers demeurent sous-dotés, les ressources évoluant en fonction des cycles électoraux (Fine, 2017).

Pour Noack *et al.* (2020) et Weil (2018), une réponse efficace aux transformations du travail ne doit pas se limiter à ces restructurations internes, mais se baser sur une approche stratégique de la **collecte et de l'exploitation des données** au sein de l'inspection, avec des contrôles qui combinent des enquêtes à grande échelle et une analyse approfondie des plaintes des travailleurs-euses. Il est ainsi important de renforcer la recherche en matière de sécurité et de santé au travail pour mieux appréhender les accidents du travail et les maladies professionnelles, les facteurs de risque et les bonnes pratiques dans les entreprises (Reinhold *et al.*, 2009).

3.2.2 Combinaison des approches d'intervention et visée stratégique

La complexité croissante des défis auxquels est confrontée l'inspection, couplée aux contraintes budgétaires évoquées plus haut, ont amené cette dernière à faire évoluer ses approches d'intervention tout en les diversifiant.

La littérature distingue deux grands modèles d'inspection, se fondant respectivement sur la **persuasion** (*compliance model*) et la **dissuasion** (*deterrence model*) (Pires, 2008). Ces approches répondent à des logiques d'intervention étatique différentes : la persuasion repose sur le principe de service ou de conseil, et conduit l'inspection à assumer un rôle d'accompagnement et à développer une relation de proximité et de confiance avec les entités contrôlées. La dissuasion émane du principe de légalité qui se fonde sur le contrôle et le respect du droit (Bruhn, 2006). Partant du principe que les infractions peuvent résulter de l'ignorance du cadre légal, le premier modèle promeut ainsi des interventions collaboratives avec les employeurs, prônant la conciliation et la négociation pour réparer d'éventuels torts subis et ne recourant à des sanctions que quand cela s'avère nécessaire. Selon Pire & Schrank (2008 ; 2018), cette première approche peut aussi constituer une innovation caractéristique du mouvement de « re-régulation » dans les inspections « franco-latines » ; elle peut conférer aux inspecteurs-ices un rôle prépondérant dans la promotion d'une culture du respect de la loi au sein des entreprises. L'approche dissuasive, qui représente l'approche traditionnelle de l'inspection états-unienne, part quant à elle du principe que les entreprises procèdent à des évaluations de type « coûts-bénéfices » qui les induit à respecter le droit uniquement si la menace de sanctions est crédible et que celles-ci sont sévères, ce qui est corroboré par de nombreuses études (Vosko *et al.*, 2021 ; Paranciani & Rizza, 2021 ; Noack *et al.*, 2020). Pire (2011) et Estlund (2012) soulignent toutefois les limites d'un modèle uniquement basé sur les sanctions dans un contexte de mutations du travail, car l'inspection peut avoir des difficultés à anticiper les stratégies d'évitement des sanctions de la part des entreprises, qui s'avèrent inventives dans le déploiement de techniques qui limitent le risque de détection.

À cette distinction, la littérature en superpose une deuxième : elle différencie les **interventions de type proactif** (*police patrol approach*) des interventions de type **réactif** à la suite de plaintes (*fire alarm approach*) (Jensen, 2004). En prenant l'exemple du Royaume-Uni, Mustchin et Martinez Lucio (2023) analysent la progression des interventions du premier type comme une réponse à la réduction des

ressources pour les inspections et à l'affaiblissement de la présence syndicale dans les entreprises. Des campagnes de prévention sont en effet considérées moins onéreuses que les contrôles sur dénonciation, qui peuvent potentiellement couvrir l'ensemble du territoire. Dans le cas d'étude analysé, les inspections vont jusqu'à remplacer des visites en entreprise par des outils de prévention en ligne (*online toolkits*). Afin de limiter le nombre de plaintes reçues, l'inspection du travail dans la province canadienne de l'Ontario a introduit le principe d'une conciliation préalable au dépôt d'une plainte (Casey *et al.*, 2018). Tombs et Whyte (2013) soulignent que ces stratégies peuvent aboutir à un affaiblissement du respect des normes, en particulier en période de récession économique (lors desquelles le pouvoir de négociation des salarié·es est affaibli), tandis que Vosko (2020) montre que celles-ci peuvent décourager les salarié·es précaires à dénoncer les abus. Dans une enquête sur la lutte contre l'esclavage moderne au Royaume-Uni, Lewis (2019) montre quant à lui qu'une intervention réactive, couplée à des campagnes de *naming and shaming* par les inspections à l'encontre des entreprises fautives, tout en fournissant la protection et l'anonymat nécessaires aux travailleurs·euses concerné·es, peut déployer un effet préventif et s'avérer particulièrement efficace.

Une manière pour concilier les différentes approches dans un contexte de ressources limitées consiste à **cibler les interventions** dans des domaines considérés particulièrement à risque (Weil, 2008). La sélection peut s'opérer selon différents critères : un nombre d'accidents ou d'infractions élevé (Almeida & Ronconi, 2016 ; Fedorets & Beckmannshagen, 2021 ; Lewis, 2019 ; Maconachie & Goodwin, 2010 ; Weil, 2008) ; des quartiers ou régions (Navarro, 2015) ; des RPS précis ou sur l'ensemble de ces risques (Reinhold *et al.*, 2009 ; Toukas *et al.*, 2015 ; Weissbrodt & Giauque, 2017) ; secteurs couverts par une mesure législative qui accorde des pouvoirs spécifiques à l'inspection (Dewan & Ronconi, 2018 ; Fedorets & Beckmannshagen, 2021 ; Gindling *et al.*, 2015) ; mais aussi la taille des entreprises (Casale & Sivananthiran, 2015) et la présence de travailleurs·euses vulnérables (Vosko *et al.*, 2019). La revue de littérature montre que dans des secteurs ainsi ciblés, une **méthode d'intervention combinée** (à la fois persuasive et dissuasive, proactive et réactive) peut concilier le respect des droits des travailleurs·euses avec la performance des entreprises et ainsi améliorer la qualité des contrôles en entreprise (Casale & Sivananthiran, 2015 ; Eckert, 2018 ; Pires, 2008).

Bignami *et al.* (2013) et Weil (2018) démontrent que l'orientation ciblée et combinée des inspections est d'autant plus efficace lorsqu'elle se fonde sur une **approche de contrôle stratégique** basée sur la mise en place d'outils d'analyse, notamment des statistiques des plaintes reçues, et de recherches scientifiques. Casale *et al.* (2015) insistent quant à eux sur l'importance d'une définition claire d'objectifs en matière de politique publique, permettant de développer une culture de la prévention des problèmes de sécurité et de santé au travail. Basu *et al.* (2010) identifient toutefois dans ce contexte un risque d'instrumentalisation ; selon eux, une approche stratégique subordonnée à des objectifs politiques peut détourner les missions de l'inspection, à l'image des organes de contrôle qui focalisent désormais leurs efforts dans la lutte contre les travailleuses·eurs clandestin·es.

En résumé, il apparaît dans la littérature que l'inspection, confrontée à une baisse des ressources et à une évolution managériale, répond aux défis posés par les transformations du travail en diversifiant et en combinant des approches dans une visée stratégique. Comme le montre le chapitre suivant, la collaboration avec d'autres entités peut jouer dans ce contexte un rôle décisif.

3.2.3 Collaboration avec d'autres entités

La collaboration au sein des organes d'inspection et avec d'autres entités de régulation du marché du travail occupe ainsi une place importante dans la littérature scientifique. Il faut souligner que la collaboration peut être ponctuelle et les échanges encouragés comme une fin en soi dans une logique de rationalisation, ou bien résulter d'une démarche stratégique visant la recherche de synergies articulées à des objectifs (Walters *et al.*, 2011).

La littérature révèle ainsi diverses formes de **collaboration entre les inspections nationales qui se développent** pour répondre à l'internationalisation des échanges et de l'organisation de la production. Dans l'industrie maritime, les inspections du travail des différents États portuaires ont par exemple adopté des contrôles transnationaux des navires et promu un outil d'autorégulation basé sur la conformité aux engagements des entreprises (Sampson & Bloor, 2007). Battista (2023) montre que les modifications législatives introduites dans le transport routier en Europe ont institutionnalisé un système de coopération entre les inspections nationales basé sur des campagnes d'inspection conjointes. On observe en outre un renforcement de la « coopération horizontale » entre différents services d'inspection au sein des pays de l'UE, en lien avec la coordination de l'accès à la sécurité sociale et le détachement des travailleurs-euses (Hartlapp, 2014 ; Hartlapp & Heidbreder, 2018).

La volonté accrue de **collaboration de l'inspection du travail implique également d'autres acteurs**. Face à des violations répétées du salaire minimum, l'inspection fédérale en Australie a ainsi organisé des campagnes ciblées dans des secteurs à risque, conjointement avec de grandes entreprises, des personnalités publiques ou les associations patronales et syndicales (Hardy, 2011). Dans la ville argentine de Córdoba, l'inspection du travail et une association de migrant-es collaborent pour faire respecter le droit du travail dans les ateliers textiles : de « faux travailleurs-euses » se sont ainsi fait embaucher pour des périodes d'essai afin de récolter des informations et dénoncer les abus, ce qui a amélioré les conditions de travail (Amengual, 2014). Les inspecteurs-rices français-es collaborent étroitement avec la justice et engagent des procédures auprès des tribunaux pour la reconnaissance du statut de salarié dans l'économie de plateforme (Abdelnour *et al.*, 2023). Barbero *et al.* (2020) décrivent de leur côté les multiples collaborations entre inspection, institutions sociales, autorités fiscales, police, douanes et services d'immigration pour intervenir dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre.

Dans ce contexte, la **collaboration entre les inspections étatiques et les partenaires sociaux** revêt une importance particulière et prend la forme d'une véritable **co-exécution des lois**. Par ce terme, la littérature définit la capacité des services d'inspection à faire respecter le droit à travers une action coordonnée avec plusieurs acteurs-rices disposant d'une expertise dans un secteur économique ou sur un thème particulier, ainsi que de relations privilégiées avec des travailleurs-euses ou des entreprises (Amengual & Fine, 2017, p. 131 ; Fine, 2017, p. 362). Plusieurs études montrent ainsi que la collaboration entre inspection du travail et syndicats a permis d'augmenter la capacité d'intervention (Amengual, 2014 ; Navarro, 2015; Fine, 2017). En Argentine, l'inspection promeut la collaboration avec les partenaires sociaux pour détecter les emplois dans l'économie informelle ; les délégué-es syndicaux sont légalement autorisé-es à accompagner les inspecteurs-rices lors des contrôles (Navarro, 2015, pp. 258–259). Aux États-Unis, la présence de syndicats représentatifs a des effets positifs sur la fréquence des inspections, les violations détectées et les sanctions imposées (Weil, 1999 ; Sojourner et Yang, 2022). Aux Philippines et en Inde, l'inspection du travail encourage les partenaires sociaux à s'impliquer dans la protection de la sécurité et de la santé au travail, ce qui a poussé certaines fédérations syndicales à établir des partenariats avec l'inspection (Casale & Sivananthiran, 2015, pp. 26–30). Enfin, en Allemagne, la co-exécution des contrôles a été institutionnalisée à la suite de l'introduction du salaire minimum à l'échelle fédérale. Jusque-là prérogative exclusive des partenaires sociaux et des commissions du personnel, le contrôle du respect du salaire minimum relève désormais des organes d'inspection des finances du travail au noir et des délégué-es du personnel (Bosch *et al.*, 2019). Cette innovation dans les pratiques d'inspection en entreprise n'est toutefois pas exempte de problèmes. Fedorest et Beckmannshagen (2021) montrent en effet que le non-respect des salaires minimums par les employeurs demeure fréquent en raison du faible pouvoir de dissuasion des inspections, car les contrôles sont rares et les amendes peu élevées.

Outre des formes de co-exécution avec les partenaires sociaux, on observe aussi des stratégies liées au développement d'**outils d'autorégulation des entreprises** sur lesquels les inspections étatiques

peuvent s'appuyer. Dans une étude sur les zones franches d'exportation en République dominicaine, la coexistence d'instruments d'autorégulation et le renforcement en parallèle des ressources de l'inspection ont engendré une complémentarité vertueuse. Les demandes de contrôle étatique émanant des employeurs ont ainsi augmenté en raison de l'exigence de certifications de conformité de la part des régulateurs privés (Amengual, 2010). En Indonésie, Bartley et Egels-Zandén (2015) ont mis en évidence l'existence d'une « complémentarité non-coordonnée » : l'application des chartes éthiques internes est plus performante que les inspections en matière de santé et de sécurité, alors que les inspections sont plus efficaces dans le contrôle des conditions de travail. Howe *et al.* (2013) montrent enfin qu'il existe un effet positif lorsque ces outils d'autorégulation sont mobilisés pour respecter les standards sociaux imposés dans le cadre des marchés publics, notamment en matière de devoir de diligence vis-à-vis des sous-traitants.

Si les engagements volontaires des entreprises concernant les conditions de travail connaissent une croissance exponentielle, l'auto-régulation n'a en soi que peu d'impact en raison de l'absence de mécanismes de contrôle indépendants, et que la participation prévue pour les salarié-es n'y est souvent que formelle (Graz *et al.*, 2022). C'est pourquoi l'articulation avec l'inspection, mais aussi l'implication des salarié-es, font l'objet de nombreuses études. Estlund (2005) montre ainsi que la **participation des travailleurs-euses** dans l'activité d'inspection est cruciale pour instaurer une « auto-régulation surveillée », qui ne soit pas manipulée par les employeurs. Ainsi, la littérature constate une tendance à intégrer le personnel dans les dispositifs de protection de la santé et de contrôle des entreprises, notamment en lien avec les RPS (Weissbrodt, 2019), mais aussi dans le cadre des débats sur la Responsabilité sociale des entreprises (RSE) multinationales quant à leur devoir de « diligence raisonnable » conformément aux dispositions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (Garcia-Munoz Alhambra & Ter Haar, 2020). La plupart des législations nationales prévoit en outre des droits de participation des salarié-es dans le cadre de l'action de l'inspection du travail, dont l'étendue varie d'un pays à l'autre. Levine (1990) distingue ainsi deux modèles, **consultatif et substantif**, le premier se limitant au droit à l'information et à la consultation dans des domaines techniques et organisationnels, alors que le second peut recouvrir des formes de co-décision et de co-exécution des lois au sein des entreprises (Walters *et al.*, 2011 ; Weil, 2018).

La « participation » recouvre ainsi des réalités fort diverses. Dans une étude internationale sur les dockers, Walters et Wadsworth (2022) montrent, par exemple, que la consultation est souvent inexistante ou très superficielle pour les salarié-es employés par des sous-traitants, qui sont souvent les plus à risque. Les mécanismes formels de participation et l'approche comportementaliste de la santé et de la sécurité au travail (SST) peuvent ainsi servir de prétexte pour opérer un transfert de la responsabilité de réduction des risques vers les salarié-es. Si cette approche aide à prévenir les accidents (qui constituent la principale préoccupation des employeurs), elle n'a guère d'impact sur les risques pour la santé, qui sont souvent liés à l'organisation du travail et qui ne se manifestent souvent qu'après un temps de latence. Sydow *et al.* (2014) montrent quant à eux que les droits de participation des salarié-es inscrits dans les Accords-cadre globaux (conclus entre des fédérations syndicales internationales et des multinationales) restent souvent lettre morte, car ceux-ci n'ont pas de caractère contraignant et les syndicats ne disposent généralement pas des leviers nécessaires pour les faire appliquer au niveau local. En Suisse, Weissbrodt *et al.* (2021) montrent que l'exercice du droit à la consultation est limité par la présence d'un-e responsable hiérarchique qui se traduit souvent par une retenue de la parole, ou par la confidentialité des procédures de conciliation entre inspecteurs-rices et entreprises. Pour dépasser les obstacles à une participation substantielle, Vosko (2020) insiste sur le besoin de développer une « proactivité robuste » à travers des instruments qui facilitent le recours au droit de participation permettant aux salarié-es d'exercer leurs droits, comme des cliniques légales, gratuites et anonymes. Ce sont les pays nordiques qui semblent avoir le plus développé les méthodes d'inspection fondées sur la participation collective et substantive, combinant le recours à des entretiens individuels avec des séances collectives et des questionnaires soumis à un échantillon de salarié-es

(Weissbrodt *et al.*, 2021). Outhwaite et Martin-Ortega (2019) rendent quant à eux compte d'une forme de participation substantive développée par l'organisation de surveillance indépendante *Electronics Watch*. Cette approche vise à fonder les contrôles sur l'expérience des travailleurs-euses, en se basant sur des structures de gouvernance participatives au sein des entreprises, sur la formation des travailleurs-euses aux activités de détection de risques et de contrôle, sur une inspection des entreprises par les travailleurs-euses, sur le droit de signaler des infractions ainsi que sur une protection légale contre le licenciement. Une telle participation des salarié-es se justifie, selon Amengual et Fine (2017, p. 39) et selon Pärli (2022), en raison de leur connaissance intime des problématiques spécifiques liées à la sécurité et à la santé sur les lieux de travail.

4 CONCLUSION

La revue de littérature a mis en évidence un nombre élevé de publications sur les défis et réponses de l'inspection face aux transformations du travail et permet donc de répondre aux questions du mandat et ainsi de mieux comprendre les principaux enjeux que ces transformations posent à l'inspection (question 1) et les pratiques innovantes mises en œuvre pour y faire face (question 2). Les entretiens avec les professionnel·les de l'inspection du travail en Suisse ont quant à eux confirmé la pertinence de la plupart des résultats pour le cas helvétique. Ce chapitre conclusif met en perspective la synthèse des résultats avec les avis des expert-es interviewé-es. Il se terminera avec des recommandations et des pistes de recherche.

4.1 Synthèse des résultats et implications pour la Suisse

L'analyse de la littérature a montré à quel point les transformations du travail ont un impact important sur l'action des services d'inspection dans le monde. En particulier, l'adaptation des dispositifs d'inspection est traversée par plusieurs champs de tension, car ceux-ci disposent de ressources parfois limitées, sont confrontés à une économie mondialisée et numérisée où les changements démographiques exacerbent des situations de travail précaires parfois difficiles à repérer, dans un contexte où les « lieux » de travail se multiplient et les risques psychosociaux et de sous-enchère s'accroissent. Ces tensions mettent à rude épreuve la légitimité de l'action des inspecteurs-rices et augmentent les risques d'infraction au droit du travail. L'adéquation des ressources et des compétences des inspecteurs-rices pour détecter, prévenir et répondre à ces risques est donc un enjeu crucial.

Interrogé-es sur ces évolutions, les expert-es suisses insistent sur les facteurs impactant la santé et la sécurité, dont en premier lieu l'éclatement des structures des entreprises et les nouvelles formes d'organisation qui brouillent les frontières entre vie professionnelle et privée, mais aussi les changements dans l'organisation transnationale des entreprises et dans les régimes migratoires qui sont perçus comme particulièrement significatifs pour leur activité de contrôle. Ces tendances rendent l'accès aux lieux de travail plus difficiles. Elles demandent davantage d'expertise préalable sur les frontières des entreprises et des rapports salariaux, questionnent la responsabilité de l'employeur et augmentent les RPS. De manière concordante, les expert-es interviewé-es constatent une complexification des activités d'inspection et appellent à faire évoluer les instruments de contrôle traditionnels en diversifiant les approches et les expertises. Les expert-es ont par ailleurs évoqué le fort impact des récents épisodes caniculaires, peu présents dans la littérature analysée, sur le travail des inspecteurs-rices.

Dans ce contexte, les inspections du travail mettent en œuvre un foisonnement d'initiatives organisationnelles visant la réorganisation interne des organes d'inspection (numérisation et

standardisation des procédures, renforcement de la formation, etc.). Si l'efficacité de ces mesures dépend des contextes économiques, politiques et institutionnels locaux et des ressources à disposition, la littérature montre aussi que de nombreuses inspections adoptent un repositionnement d'ordre plus stratégique pour faire face aux nombreux enjeux posés par les transformations du travail. Ce repositionnement combine la réorganisation interne avec d'autres éléments : une diversification des approches d'intervention en entreprise avec une visée stratégique, le développement de la collaboration avec d'autres institutions participant à la régulation du marché du travail (associations, partenaires sociaux, services administratifs, etc.) et une participation accrue des travailleurs-euses.

Dans le contexte suisse, ces éléments sont différemment appréciés par les expert-es interviewé-es. Elles et ils soulignent l'importance d'adapter les compétences des inspecteurs-rices à un monde du travail en mutation rapide à travers la combinaison de formations généralistes et spécialisées et confirment la volonté partagée par tous les services de combiner diverses approches d'intervention, ciblées sur les risques et nourries par des réflexions d'ordre stratégique et scientifique. L'inadéquation chronique des ressources dédiées aux tâches d'inspection du travail est pointée du doigt par certain-es expert-es, et les entretiens font apparaître un grand nombre d'initiatives managériales prises pour rationaliser l'organisation des inspections. Concernant la diversification des approches d'inspection, il apparaît dans les entretiens que l'équilibre entre l'autorité exercée pour exiger des entreprises de se conformer aux normes et la nécessité de favoriser leur adhésion aux objectifs de prévention est constamment ajusté pour répondre aux défis des transformations du marché du travail. En matière de collaboration entre inspections, la forte fragmentation du dispositif et les importants besoins de coordination qu'il engendre constituent une préoccupation majeure pour les expert-es interviewé-es. C'est pourquoi tous-tes évoquent la volonté de « dépasser les silos ».

4.2 Recommandations et pistes de recherche

À partir de ces résultats, plusieurs **recommandations** peuvent être avancées pour ouvrir des pistes de réflexion sur les adaptations des inspections du travail suisses aux transformations du travail :

1. La complexité de l'intervention de l'inspection dans un monde du travail en pleine mutation nécessite des **ressources adéquates pour améliorer l'organisation interne des dispositifs d'inspection** afin de renforcer les interventions en entreprise, les capacités d'analyse et la formation des inspecteurs-rices aux causes sous-jacentes aux transformations du travail. Dans ce sillage, l'analyse de la littérature montre la nécessité de renforcer les capacités d'analyse des données produites par l'inspection et de valorisation de l'expérience. Cet objectif peut être soutenu par une série d'instruments, comme les outils digitaux qui peuvent aider à mieux coordonner l'activité d'inspection, le recours à l'expertise scientifique externe pour appréhender les transformations du marché du travail, ainsi que la mise sur pied de programmes de formation qui permettent entre autres de se familiariser aux nouvelles formes de management, par exemple algorithmique, qui ont des effets sur la sécurité et la santé au travail ;
2. La littérature révèle aussi le besoin de **développer des formes de collaboration** entre les différents dispositifs d'inspection et avec d'autres entités. Ce type d'initiatives permet de mobiliser de manière coordonnée et agile les différentes expertises présentes dans le système d'inspection suisse. Pour être durable, elle devrait dépasser les collaborations ponctuelles et viser une dimension stratégique dans la recherche des synergies entre les dispositifs d'inspections existants afin de pouvoir exploiter les connaissances spécifiques de chaque institution et améliorer l'efficacité des contrôles en entreprise ;
3. La littérature a aussi montré à quel point la **combinaison stratégique des approches d'intervention** – dissuasives et persuasives d'un côté, réactives et proactives de l'autre – est décisive pour faire face aux transformations du travail. Dans ce cadre, le recours à des connaissances spécifiques – qu'elles soient externes via la collaboration avec des institutions de recherche ou internes via des

espaces d'échange d'expérience entre inspecteurs-rices – constitue un apport fondamental pour la définition de stratégies de contrôle ciblées ;

4. La **participation individuelle et collective des travailleurs-euses** dans l'exécution des contrôles en entreprise se révèle également être un facteur important pour accroître l'efficacité de l'inspection du travail. Ils et elles disposent d'une fine connaissance de l'organisation du travail et des risques qui en découlent et l'inspection du travail en Suisse gagnerait à mieux s'appuyer sur les dispositifs de participation du travail existants afin, non seulement, d'informer ou consulter le personnel, mais aussi de l'impliquer davantage dans l'organisation des contrôles en entreprise. Il semble en outre essentiel d'accorder une attention particulière à l'inclusion des salarié-es précaires, qui sont souvent les plus vulnérables aux abus et les moins intégrés-es dans les pratiques participatives.

Pour évaluer la pertinence de ces recommandations vis-à-vis des défis de l'inspection du travail en Suisse, mais aussi pour contribuer à étoffer la recherche sur cette thématique, plusieurs **pistes de recherche** ultérieures peuvent être identifiées.

Premièrement, l'étude a mis en lumière la diversité des stratégies mises en œuvre par les inspections du travail pour faire face aux enjeux posés par les transformations du travail. Dans ce contexte, la collaboration avec d'autres entités pour améliorer l'efficacité des contrôles semble particulièrement intéressante à approfondir, ainsi que d'autres pratiques innovantes identifiées. Une **cartographie des stratégies mises en œuvre par les inspections du travail** dans le territoire national fait aujourd'hui défaut, et son établissement permettrait de mieux comprendre leurs atouts et limites.

Deuxièmement, nous avons montré l'importante **marge de manœuvre dont disposent l'inspection et les inspecteurs-rices du travail** pour répondre aux défis rencontrés. Dans le contexte suisse, ces marges sont favorisées par la décentralisation du système d'inspection. Il conviendrait dès lors de les appréhender de manière plus systématique et d'interroger la cohérence dans l'application des dispositions légales, les éventuelles disparités dans les standards appliqués et le pouvoir discrétionnaire des inspecteurs-rices dans le choix des approches d'intervention.

Troisièmement, compte tenu de l'importance de la **participation individuelle et collective des travailleurs-euses** dans les activités d'inspection du travail mise en évidence dans la littérature, il conviendrait d'analyser l'adéquation du droit de participation en termes de contenu, d'étendue et d'accessibilité pour le personnel travaillant en Suisse, les formes et les obstacles à leur participation aux activités de contrôle en entreprise et aux possibilités de recours et de suivi des mesures. Ce faisant, les résultats d'une telle évaluation pourront contribuer à améliorer l'efficacité des contrôles en entreprise.

BIBLIOGRAPHIE

- Abdelnour, S., Julliard, É., & Méda, D. (2023). Promoting employed worker status on digital platforms: how France's labour inspection and social security agencies address 'uberisation'. *Transfer: European Review of Labour and Research*, 29(3), 339-354. <https://doi.org/10.1177/10242589231190566>
- Albracht, G. (2005). The global challenges of labour inspection: Globalization, workplace and health. *Labour Education*, 140-141, 1-8.
- Almeida, R., & Ronconi, L. (2016). Labor Inspections in the Developing World: Stylized Facts from the Enterprise Survey. *Industrial Relations*, 55(3), 468-489. <https://doi.org/10.1111/irel.12146>
- Amengual, M. (2010). Complementary Labor Regulation: The Uncoordinated Combination of State and Private Regulators in the Dominican Republic. *World Development*, 38(3), 405-414. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2009.09.007>
- Amengual, M. (2014). Pathways to enforcement: Labor inspectors leveraging linkages with society in Argentina. *ILR Review*, 67(1), 3-33. <https://doi.org/10.1177/001979391406700101>
- Amengual, M., & Fine, J. (2017). Co-enforcing Labor standards: the unique contributions of state and worker organizations in Argentina and the United States. *Regulation and Governance*, 11(2), 129-142. <https://doi.org/10.1111/rego.12122>
- Aubert, G. (dir.) (1994). *Inspection du travail : quel avenir ? = Arbeitsinspektion wohin?* Schulthess.
- Barbero, J., Rernandez Rodriguez, A., & Zhu, C. (2020). *Guide on Labour Inspection and Social Security*. ILO.
- Bartley, T., & Egels-Zandén, N. (2015). Responsibility and neglect in global production networks: The uneven significance of codes of conduct in Indonesian factories. *Global Networks*, 15(1), 21-44. <https://doi.org/10.1111/glob.12086>
- Basu, A., Chau, N., & Kanbur, R. (2010). Turning a Blind Eye: Costly Enforcement, Credible Commitment and Minimum Wage Laws. *Economic Journal*, 120(543), 244-269.
- Battista, L. (2023). Concerted inspections in the road transport sector: which role for the European Labour Authority? *Italian Labour Law*, 16(1), 67-81.
- Baylos, A. (2022). The long march towards formal employment: The case of riders and the Spanish Law 12/2021. *Cuadernos de Relaciones Laborales*, 40(1), 95-113. <https://doi.org/10.5209/crla.80595>
- Bessière, J. (1998). L'activité de l'inspection du travail dans un contexte de fortes évolutions. *Droit Social*, 130(2), 1021-1030.
- Bignami, R., Casale, G., & Fasani, M. (2013). *Labour Administration and Inspection Programme Labour inspection and employment relationship*. International Labour Organization.
- Bonnaud, L., & Coppalle, J. (2008). La production de la sécurité sanitaire au quotidien : l'inspection des services vétérinaires en abattoir. *Sociologie du Travail*, 50(1), 15-30. <https://doi.org/10.4000/sdt.17791>
- Bonvin, J.-M., Cianferoni, N., & Perrig, L. (2023). Regulating the gig economy promises and limits of social dialogue in Switzerland. In J.-M. Bonvin, N. Cianferoni, & M. Mexl (Eds), *Social Dialogue in the Gig Economy: A Comparative Empirical Analysis* (pp. 67-89). Edward Elgar. <https://doi.org/10.4337/9781800372375.00009>

- Bosch, G., Hüttenhoff, F., & Weinkopf, C. (2019). *Kontrolle von Mindestlöhnen*. Springer. <https://doi.org/10.1007/978-3-658-26806-0>
- Bruhn, A. (2006). The inspector's dilemma under regulated self-regulation. *Policy and Practice in Health and Safety*, 4(2), 3–23. <https://doi.org/10.1080/14774003.2006.11667679>
- Bureau international du travail. (2021). *World Employment and Social Outlook 2021*. International Labour Organization.
- Bureau international du travail. (2006). *Stratégies et pratiques pour l'inspection du travail*. Organisation internationale du travail.
- Casale, G., & Sivananthiran, A. (2011). *Les fondamentaux de l'administration du travail*. Organisation internationale du travail.
- Casale, G., & Sivananthiran, A. (2015). *Labour administration and labour inspection*. Organisation internationale du travail.
- Casey, R., Tucker, E., Vosko, L. F., & Noack, A. M. (2018). Using tickets in employment standards inspections: Deterrence as effective enforcement in Ontario, Canada? *The Economic and Labour Relations Review*, 29(2), 228–249. <https://doi.org/10.1177/1035304618769772>
- de Miguel, P. S., Casas-Cortés, M. I., Arratibel, A. P., & Díaz, J. A. (2023). Irregular employment after the Rider Law: new regulation, identical business' strategies? *Revista Espanola de Sociologia*, 32(3), 1–22. <https://doi.org/10.22325/fes/res.2023.177>
- De Stefano, V. (2015). The rise of the 'just-in-time workforce': on-demand work, crowd work and labour protection in the 'gig economy'. *Comparative Labor Law & Policy Journal*, 37(3), 471–503.
- De Stefano, V., & Doellgast, V. (2023). Regulating AI at work: labour relations, automation, and algorithmic management. *Transfer: European Review of Labour and Research*, 29(1), 9–20.
- Dewan, S., & Ronconi, L. (2018). U.S. Free Trade Agreements and Enforcement of Labor Law in Latin America. *Industrial Relations*, 57(1), 35–56. <https://doi.org/10.1111/irel.12199>
- Dupont, A.-S. (2021). L'approche helvétique de la protection légale de la santé au travail. Communication faite au colloque Santé et sécurité au travail à l'heure de l'industrie 4.0 le 12.11.21. Genève: Université de Genève.
- Eckert, S. (2018). Two spheres of regulation: Balancing social and economic goals. *Regulation and Governance*, 12(2), 177–191. <https://doi.org/10.1111/regg.12137>
- Estlund, C. (2005). Rebuilding the Law of the Workplace in an Era of Self-Regulation. *Columbia Law Review*, 105(2), 319–404.
- Estlund, C. (2012). A Return to Governance in the Law of the Workplace. In D. Levi-Faur (Eds), *The Oxford Handbook of Governance* (pp. 540–553). Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/OXFORDHB/9780199560530.013.0038>
- EU-OSHA. (2016). Second European Survey of Enterprises on New and Emerging Risks (ESENER-2) - Overview Report: Managing Safety and Health at Work | Safety and health at work EU-OSHA.
- Fedorets, A., & Beckmannshagen, M. (2021). Inspections and Compliance: Enforcement of the Minimum-Wage Law. *FinanzArchiv*, 77(1). <https://doi.org/10.1628/fa-2021-0001>
- Fine, J. (2017). Enforcing labor standards in partnership with civil society: Can co-enforcement succeed where the state alone has failed? *Politics and Society*, 45(3), 359–388. <https://doi.org/10.1177/0032329217702603>

- Fine, J., & Gordon, J. (2010). Strengthening labor standards enforcement through partnerships with workers' organizations. *Politics and Society*, 38(4), 552–585. <https://doi.org/10.1177/0032329210381240>
- Framarin, A., & Déry, V. (2021). Les revues narratives : fondements scientifiques pour soutenir l'établissement de repères institutionnels. Direction de la valorisation scientifique et qualité, Institut national de santé publique. Québec.
- Garcia-Muñoz Alhambra, A., Ter Haar, B., & Kun, A. (2020). Harnessing public institutions for labour law enforcement: Embedding a transnational labour inspectorate within the ILO. *International Organizations Law Review*, 17(1), 233–260. <https://doi.org/10.1163/15723747-01701010>
- Gindling, T. H., Mossaad, N., & Trejos, J. D. (2015). The consequences of increased enforcement of legal minimum wages in a developing country: An evaluation of the impact of the Campaña Nacional de Salarios Mínimos in Costa Rica. *Industrial and Labor Relations Review*, 68(3), 666–707. <https://doi.org/10.1177/0019793915575703>
- Gisler, M. (1994). *Système suisse de prévention des risques professionnels : Le concept genevois d'inspection du travail*. OCIRT - Direction générale de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail, Genève.
- Graz, J. C., Sobrino Piazza, J., & Walter, A. (2022). Labour Standards in Global Production Networks: Assessing Transnational Private Regulation and Workers' Capacity to Act. *Development and Change*, 53(4), 912–937. <https://doi.org/10.1111/dech.12712>
- Hardy, T. (2011). Enrolling Non-State Actors to Improve Minimum Employment Standards in Australia. *Economic and Labour Relations Review*, 22(3), 1–14.
- Hartlapp, M. (2014). Enforcing Social Europe through Labour Inspectorates: Changes in Capacity and Cooperation across Europe. *West European Politics*, 37(4), 805–824. <https://doi.org/10.1080/01402382.2014.919772>
- Hartlapp, M., & Heidbreder, E. G. (2018). Mending the hole in multilevel implementation: Administrative cooperation related to worker mobility. *Governance*, 31(1), 27–43. <https://doi.org/10.1111/gove.12279>
- Hassel, A., & Özkiziltan, D. (2023). Governing the work-related risks of AI: implications for the German government and trade unions. *Transfer: European Review of Labour and Research*, 29(1), 71–86. <https://doi.org/10.1177/10242589221147228>
- Howe, J., Hardy, T., & Cooney, S. (2013). Mandate, Discretion, and Professionalisation in an Employment Standards Enforcement Agency: An Antipodean Experience. *Law and Policy*, 35(1–2), 81–108. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9930.2012.00370.x>
- International Labour Organization (ILO) (2015). *Labour inspection and other compliance mechanisms in the domestic work sector: Introductory guide*. International Labour Organization.
- Jensen, C. B. (2004). Inspecting the inspectors: Overseeing labor inspectorates in parliamentary democracies. *Governance*, 17(3), 335–359. <https://doi.org/10.1111/j.0952-1895.2004.00249.x>
- Krieger, R. (2008). *Perception des inspections du travail par les entreprises*. Secrétariat d'Etat à l'économie, Berne.
- Lehndorff, S., Bosch, G., Haipeter, T., & Latniak, E. (2009). From the 'sick Man' to the 'Overhauled Engine' of Europe? Upheaval in the German Model. In G. Bosch, S. Lehndorff, & J. Rubery (Eds.), *European Employment Models in Flux* (pp. 105–130). Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1057/9780230237001_4

- Levine, D. I. (1990). Participation, Productivity, and the Firm's Environment. *California Management Review*, 32(4), 86-100. <https://doi.org/10.2307/41166630>
- Lewis, D. (2019). Labour market enforcement in the 21st century: should whistleblowers have a greater role? *Industrial Relations Journal*, 50(3), 256–276. <https://doi.org/10.1111/irj.12251>
- Lindblom, L., & Hansson, S.-O. (2004). Evaluating workplace inspections. *Policy and Practice in Health and Safety*, 2, 77–91.
- Loyens, K. (2013). Grid-group cultural theory and the causal mechanism approach as requisite partners. Explaining enforcement decisions in West European labor inspection. *Innovation: The European Journal of Social Science Research*, 26(4), 416–435. <https://doi.org/10.1080/13511610.2013.823348>
- Maconachie, G., & Goodwin, M. (2010). Transforming the Inspection Blitz: Targeted Campaigns, Enforcement and the Ombudsman. *Labour & Industry*, 21(1), 369–389. <https://doi.org/10.1080/10301763.2010.10669410>
- Maillard, P.-Y. (2020). 20.4398 | Sous-dotation des inspections du travail cantonales et surveillance du SECO. Comment le Conseil fédéral entend-il faire respecter ses engagements internationaux et son devoir de protection ? Interpellation. Parlement suisse. <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20204398>
- Mandy, C. (2017). Les 'nouveaux pouvoirs' de l'inspection du travail après l'ordonnance du 7 avril 2016. *Droit Social*, 2, 170–176.
- Marinakakis, A. (2016). Non-compliance with minimum wage laws in Latin America: The importance of institutional factors. *International Labour Review*, 155(1), 133–156. <https://doi.org/10.1111/ilr.12008>
- Mias, A. (2023). Autonomie des agents et légitimité de l'inspection du travail. *La nouvelle revue du travail* [En ligne], 7. <https://doi.org/10.4000/nrt.2314>
- Moraes Pires, M. & Durand, M. (2011). L'inspection en sécurité au travail et les interventions d'urgence dans le bâtiment. *Revue économique et sociale*, 69, 23–32
- Mustchin, S., & Martínez Lucio, M. (2023). The fragmenting occupation of labour inspection and the degradation of regulatory and enforcement work inside the British state. *Economic and Industrial Democracy*, 44(2), 526–546. <https://doi.org/10.1177/0143831X221078337>
- Navarro, M. J. (2015). Wage Reduction and Labor Inspection in Argentina. *Comparative Labor Law & Policy Journal*, 37(2), 251–266.
- Noack, A. M., Hoe, A., & Vosko, L. F. (2020). Who to Inspect? Using Employee Complaint Data to Inform Workplace Inspections in Ontario. *Canadian Public Policy*, 46(3), 429–443. <https://doi.org/10.3138/CP.2018-065>
- Outhwaite, O., & Martin-Ortega, O. (2019). Worker-driven monitoring – Redefining supply chain monitoring to improve labour rights in global supply chains. *Competition and Change*, 23(4), 378–396. <https://doi.org/10.1177/1024529419865690>
- Paraciani, R., & Rizza, R. (2021). When the workplace is the home: Labour inspectors' discretionary power in the field of domestic work - An institutional analysis. *Journal of Public Policy*, 41(1), 1–16. <https://doi.org/10.1017/S0143814X19000254>
- Páramo, P., & Vega, M. L. (2017). New forms of work and labour inspection: The new compliance challenges. *IUS Labor*, 2, 1–26.

- Pärli, K. (2022). Impacts of Digitalisation on Employment Relationships and the Need for more Democracy at Work, *Industrial Law Journal*, 51(1), 84–108, <https://doi.org/10.1093/indlaw/dwaa029>
- Piore, M. J. (2011). Beyond Markets: Sociology, street-level bureaucracy, and the management of the public sector. *Regulation and Governance*, 5(1), 145–164. <https://doi.org/10.1111/j.1748-5991.2010.01098.x>
- Piore, M. J., & Schrank, A. (2008). Toward managed flexibility: The revival of labour inspection in the Latin world. *International Labour Review*, 147(1), 1–23. <https://doi.org/10.1111/j.1564-913X.2008.00021.x>
- Piore, M. J., & Schrank, A. (2018). *Root-cause regulation. Protecting work and workers in the twenty-first century*. Harvard University Press.
- Pires, R. (2008). Styles of labour inspection. *Labour*, 147(2), 199–229.
- Pires, R. (2011). Beyond the fear of discretion: Flexibility, performance, and accountability in the management of regulatory bureaucracies. *Regulation and Governance*, 5(1), 43-69. <https://doi.org/10.1111/j.1748-5991.2010.01083.x>
- Pires, R. (2013). The Organizational Basis of Rewarding Regulation: Contingency, Flexibility, and Accountability in the Brazilian Labor Inspectorate. *Politics and Society*, 41(4), 621–646. <https://doi.org/10.1177/0032329213507554>
- Quinlan, M., & Bohle, P. (2008). Under pressure, out of control, or home alone? Reviewing research and policy debates on the occupational health and safety effects of outsourcing and home-based work. *International Journal of Health Services: Planning, Administration, Evaluation*, 38(3), 489–523. <https://doi.org/10.2190/HS.38.3.G>
- Quinlan, M., Johnstone, R., & Mc Namara, M. (2009). Australian health and safety inspectors' perceptions and actions in relation to changed work arrangements. *Journal of Industrial Relations*, 51(4), 557–573. <https://doi.org/10.1177/0022185609339519>
- Rappard, W. (2008). *La révolution industrielle et les origines de la protection légale*. Schulthess.
- Reinhold, K., Jarvis, M., & Tint, P. (2009). Risk observatory - a tool for improving safety and health at the workplace. *International Journal of Occupational Safety and Ergonomics*, 15(1), 101–112. <https://doi.org/10.1080/10803548.2009.11076792>
- Rissing B., A. (2022). Trust but sometimes verify: Regulatory enforcement in attestation-based immigration programs. *Regulation and Governance* 16(1), 327–354. <https://doi.org/10.1111/rego.12321>
- Ronconi, L. (2010). Enforcement and Compliance with Labor Regulations in Argentina. *ILR Review*, 63(4), 719–736.
- Ruiz, M. L V. (2009). Labour inspection in Europe: Challenges and achievements in selected countries, including in times of crisis. *ILO Working Document*, 3. http://www.ilo.org/public/libdoc/ilo/2011/111B09_84_engl.pdf
- Sampson, H., & Bloor, M. (2007). When jack gets out of the box: The problems of regulating a global industry. *Sociology*, 41(3), 551–569. <https://doi.org/10.1177/0038038507076623>
- Santoso, B. (2018). The obstacles of labor inspection in protecting workers' rights in Indonesia. *Journal of Advanced Research in Law and Economics*, 9(5), 1765–1770. [https://doi.org/10.14505/jarle.v9.5\(35\).31](https://doi.org/10.14505/jarle.v9.5(35).31)

- Schaub, L., & Cirigliano, L. (2020). Die Unparteilichkeit, Unabhängigkeit und Effektivität der kantonalen Arbeitsinspektorate : Analyse und Forderungen unter besonderer Berücksichtigung der ILO-Konvention Nr. 81. *Zeitschrift Für Arbeitsrecht Und Arbeitslosenversicherung-Revue de droit du travail et d'assurance-chômage*, 3, 183–200.
- Snyder, H. (2019). Literature review as a research methodology: An overview and guidelines. *Journal of Business Research*, 104, 333–339. <https://doi.org/10.1016/j.jbusres.2019.07.039>
- Sojourner, A., & Yang, J. (2022). Effects of Union Certification on Workplace-Safety Enforcement: Regression-Discontinuity Evidence. *ILR Review*, 75(2), 373–401. <https://doi.org/10.1177/0019793920953089>
- Steiger-Sackmann, S., & Guery Schindler, M. (2018). Zusammenspiel der Verfahren vor kantonalen Arbeitsinspektoraten und vor Arbeitsgerichten bei psychosozialen Belastungen: kantonale Unterschiede. *Arbeitsrecht*, 3, 183–194.
- Sydow, J., Fichter, M., Helfen, M., Sayim, K. Z., & Stevis, D. (2014). Implementation of Global Framework Agreements: towards a multi-organizational practice perspective. *Transfer: European Review of Labour and Research*, 20(4), 489-503. <https://doi.org/10.1177/0018726710396245>
- Supiot, A. (2002). *Au-delà de l'emploi - Transformations du travail et devenir du droit du travail en Europe*. Flammarion.
- Szarlej-Ligner, M. (2016). Les résistances des agents de l'inspection du travail à la reddition de comptes (1980-2013). *Revue française d'administration publique*, 160(4), 1139–1153. <https://doi.org/10.3917/rfap.160.1139>
- Szarlej, M., & Tiano, V. (1998). Conflits de valeurs dans une inspection du travail en mutation. *Droit Social*, 130(2), 164–172. <http://dx.doi.org/10.1016/j.jaci.2012.05.050>
- Teague, P. (2009). Reforming the Anglo-Saxon model of labour inspection: The case of the republic of Ireland. *European Journal of Industrial Relations*, 15(2), 207–225. <https://doi.org/10.1177/0959680109103603>
- Toihen, O. (2006). Harcèlements au travail : les pratiques de l'inspection genevoise du travail (Suisse). *Ethique & Santé*, 3, 95–101.
- Tombs, S., & Whyte, D. (2013). Transcending the deregulation debate? Regulation, risk, and the enforcement of health and safety law in the UK. *Regulation & Governance*, 7(1), 61–79. <https://doi.org/10.1111/J.1748-5991.2012.01164.X>
- Toukas, D., Delichas, M., Toufekoula, C., & Spyrouli, A. (2015). The role of labour inspectorates in tackling the psychosocial risks at work in Europe: Problems and perspectives. *Safety and Health at Work*, 6(4), 263–267. <https://doi.org/10.1016/j.shaw.2015.06.001>
- Union syndicale suisse. (1984). *Sécurité et santé au travail*. USS.
- Vandenbergh, M. (2003). Enjeux politiques et dimensions socio-techniques du travail d'inspection dans l'administration sanitaire et sociale. *Politiques et Management Public*, 21(4), 15–40. <https://doi.org/10.3406/pomap.2003.2820>
- Vogel, L. (1998). *La prévention sur les lieux de travail*. Bureau Technique Syndical Européen pour la Santé et la Sécurité.
- Vogel, L. (2015). *Les rouages de la politique de santé et sécurité dans l'Union européenne - Histoire, institutions et acteurs*. ETUI.

- Vogel, L. (2018). Les deux versants de la législation européenne : régulation du marché et prévention sur les lieux de travail. In T. Musu & L. Vogel (Eds), *Cancer et travail. Comprendre et agir pour éliminer les cancers professionnels* (pp. 155–173). ETUI.
- Von Richthofen, W. (2002). *Labour inspection: A guide to the profession*. International Labour Office.
- Vosko, L. F. (2020). *Closing the Enforcement Gap. Improving Employment Standards Protections for People in Precarious Jobs*. Toronto University Press.
- Vosko, L. F., Noack, A. M., King, A. D., Osten, V. & Emily, J. (2021). A Model Regulator? Investigating Reactive and proactive Labour Standards Enforcement in Canada's Federally Regulated Private Sector. *International Journal of Comparative Labour Law and Industrial Relations*, 37(2-3), 161-182.
- Vosko, L. F., Tucker, E., & Casey, R. (2019). Enforcing employment standards for temporary migrant agricultural workers in Ontario, Canada: Exposing underexplored layers of vulnerability. *International Journal of Comparative Labour Law and Industrial Relations*, 35(2), 227–254.
- Walters, D. (2016). Inspection du travail et santé et sécurité dans l'Union européenne. *HesaMag*, 14, 12–17.
- Walters, D., Johnstone, R., Frick, K., Quinlan, M., Baril-Gingras, G., & Thébaud-Mony, A. (2011). *Regulating Workplace Risks: A Comparative Study of Inspection Regimes in Times of Change*. Edward Elgar.
- Walters, D., & Wadsworth, E. (2022). Arrangements for workers' safety and health in container terminals: Corporate core values and concrete practice. *Economic and Industrial Democracy*, 43(1), 303–321. <https://doi.org/10.1177/0143831X19893767>
- Weil, D. (1999). Are Mandated Health and Safety Committees Substitutes for or Supplements to Labor Unions? *Industrial and Labor Relations Review*, 52(3), 339. <https://doi.org/10.2307/2525139>
- Weil, D. (2008). A strategic approach to labour inspection. *International Labour Review*, 147(4), 349–375. <https://doi.org/10.1111/j.1564-913X.2008.00040.x>
- Weil, D. (2014). *The Fissured Workplace. Why Work Became So Bad for So Many and What Can Be Done to Improve It*. Harvard University Press.
- Weil, D. (2018). Creating a strategic enforcement approach to address wage theft: One academic's journey in organizational change. *Journal of Industrial Relations*, 60(3), 437–460. <https://doi.org/10.1177/0022185618765551>
- Weissbrodt, R. (2019). *L'intervention des inspecteurs du travail en matière de prévention des risques psychosociaux : Effets des contrôles en entreprises et stratégies d'intervention des inspecteurs*. Thèse de doctorat, Université de Lausanne.
- Weissbrodt, R., & Giauque, D. (2017). Labour inspections and the prevention of psychosocial risks at work: A realist synthesis. *Safety Science*, 100, 110–124. <https://doi.org/10.1016/j.ssci.2017.02.012>
- Weissbrodt, R., Krsmanovic, B., & Hannart, S. (2021). Transformation numérique, évolution des risques et efficacité des normes de protection de la santé au travail. In S. Dagon, A.-S. Dupont, & K. Lempen (Eds), *Santé et sécurité au travail : À l'heure de l'industrie 4.0*. Editions juridiques libres.

ANNEXES

1. Processus de revue narrative systématisée de la littérature

Objectifs de la recherche

- Identifier les enjeux que les transformations du marché du travail posent à l'inspection du travail
- Saisir les atouts et les limites du dispositif helvétique de l'inspection du travail au regard de ces enjeux
- Recenser les mesures et les pratiques innovantes mises en œuvre pour répondre à ces enjeux

Concepts-clé

- Transformations du travail
- Stratégies de l'inspection du travail

Critères d'inclusion

- Bases de données : Web of Science (WoS); Swisscovery
- Catégories: économie, relations industrielles, droit, histoire, science politique, sociologie, enjeux sociaux
- Sources: Articles scientifiques (WoS) // Articles scientifiques, livres, chapitres de livre, rapports, thèses (Swisscovery)
- Titre et abstract : "labour inspectorate" OU "labour inspection" OU "inspection du travail" OU "ispettorato del lavoro" OU "Arbeitsinspektion" OU "Arbeitsinspektorat"
- Parution : 1990-2023
- N = 163 (WoS) + 397 (Swisscovery) + 37 compléments

Critères d'exclusion

- Doublons
- Articles de journaux et magazine, mémoires, etc.
- Pertinence au regard des questions de recherche

Échantillon

- N = 98

Analyse

- *Mapping* avec analyse approfondie d'articles choisis

2. Corpus de données

N°	Auteur-es	Type de source	Pays	Transformations du travail	Enjeux pour l'inspection du travail	Stratégies mises en œuvre par l'inspection
1	Abdelnour, Julliard & Méda (2023)	Article scientifique	France	Numérisation, plateformes de l'économie	Légitimité de l'intervention des inspections du travail, reconnaissance du statut de salarié	Co-exécution à travers le recours au pouvoir judiciaire en vue de la reconnaissance du statut de salarié
2	Albracht (2005)	Article de magazine	International	Mondialisation, précarisation, immigration laborieuse	Périmètre d'action de l'inspection et nouvelles populations à inspecter	Combinaison appropriée des approches, adéquation ressources, formation des inspecteurs.triches
3	Almeida & Ronconi (2016)	Article scientifique	Pays en voie de développement	Non mentionnées	Les grandes entreprises sont plus inspectées que les petites, les inspections sont moins fréquentes parmi les entreprises qui comptent une plus grande proportion de travailleurs-euses peu qualifiés et qui opèrent dans des secteurs où l'évasion fiscale est plus importante	Ciblage en fonction des infractions détectées
4	Amengual & Fine (2017)	Article scientifique	États-Unis, Argentine	Précarisation de l'emploi et du travail	Garantir une efficacité des contrôles	Co-exécution via un soutien institutionnel, un accroissement des ressources et la collaboration avec les syndicats
5	Amengual (2010)	Article scientifique	République dominicaine	Mondialisation, travail dans les zones d'exportation internationales	Présence de deux régimes (privé et public) de contrôles des conditions de travail et de santé	Mise sur la complémentarité et le renforcement des régimes de régulation privée et publique du marché du travail
6	Amengual (2014)	Article scientifique	Amérique latine, Argentine	Politiques déflationnistes	Garantir le respect des salaires minimums	Co-exécution et coopération avec la société civile
7	Barbero (2020)	Rapport	Pays du Sud	Immigration laborieuse, économie informelle	S'assurer du versement des cotisations sociales dans l'économie mondiale	Co-exécution à travers la collaboration avec les services des assurances sociales étatiques

Les inspections du travail face aux transformations du marché du travail

N°	Auteur-es	Type de source	Pays	Transformations du travail	Enjeux pour l'inspection du travail	Stratégies mises en œuvre par l'inspection
8	Bartley & Egels-Zanden (2015)	Article scientifique	Asie, Indonésie	Mondialisation	Respect du travail décent dans les pays en voie de développement et dans les secteurs internationalisés dans le cadre d'une prédominance d'outils d'autorégulation des entreprises	Co-exécution et coopération des inspections du travail avec les outils d'autorégulation
9	Basu et al. (2010)	Article scientifique	États-Unis	Changements législatifs	Non-respect des salaires minimums par les employeurs	Stratégie explicite de non-application du cadre légal pour raisons d'efficacité.
10	Battista (2023)	Article scientifique	Europe, Union européenne	Mondialisation, tertiarisation	Contrôler le respect des normes de santé au travail dans un secteur transnationalisé (transport routier).	Co-exécution et coordination des contrôles entre les inspections du travail de l'Union européenne
11	Baylos (2022)	Article scientifique	Espagne	Numérisation, plateformes de l'économie	Reconnaissance du statut de salarié, précarisation de l'emploi	Non mentionnées
12	Bessière (2011)	Article scientifique	France	Nouvelle gestion publique	Transformations du travail des inspecteurs-euses	Non mentionnées
13	Bignami et al. (2013)	Rapport	International	Mondialisation, numérisation, transformations des frontières juridiques et géographiques des entreprises, immigration laborieuse, économie informelle	Ciblage des secteurs à haut risque d'infraction, formation des inspectrices, combinaison des approches de coercition et prévention,	Ciblage des contrôles (travail des femmes, emplois précaires, etc.), recours à l'expertise scientifique pour la collecte et l'analyse des données, etc.
14	Bonnaud & Coppalle (2008)	Article scientifique	France	Changements législatifs	Émergence des approches procédurales au sein des services d'inspection du travail	Non mentionnées
15	Bonvin et al. (2023)	Chapitre de livre	Suisse	Numérisation, plateformes de l'économie	Contournement et dégradation du droit du travail, précarisation de l'emploi et déficit de participation des travailleurs-euses	Non mentionnées
16	Bosch et al. (2019)	Livre	Allemagne	Mesures législatives (salaire minimum)	Nouvelles compétences des inspections du travail dans le contrôle du respect des salaires minimums	Co-exécution à travers une coopération avec les autorités étatiques compétentes

Les inspections du travail face aux transformations du marché du travail

N°	Auteur-es	Type de source	Pays	Transformations du travail	Enjeux pour l'inspection du travail	Stratégies mises en œuvre par l'inspection
17	Bruhn (2006)	Article scientifique	-	Non explicitées	Les limites de l'autorégulation en matière de protection de la sécurité et de la santé au travail	Combinaison des approches d'intervention et renforcement des contrôles
18	Bureau international du travail (BIT) (2006)	Rapport	International	Mondialisation, transformations des frontières juridiques et géographiques des entreprises, immigration laborieuse, économie informelle, violences sur les lieux du travail	Manque de ressources	Renforcement des services d'inspection du travail, co-exécution avec d'autres entités de régulation du marché du travail
19	Bureau international du travail (BIT) (2021)	Rapport	International	Numérisation, plateformes de l'économie	Contournement et dégradation du droit du travail, précarisation de l'emploi	Reconnaissance du statut de salarié
20	Casale & Sivananthiram (2015)	Rapport	Asie	Économie informelle, travailleurs-euses migrants, économie domestique	Légitimité de l'intervention des inspections du travail	Approche persuasive, co-exécution avec d'autres institutions de régulation du marché
21	Casale & Sivananthiran (2011)	Rapport	International	Changements démographiques et précarisation de l'emploi	Légitimité d'intervention des inspections du travail dans l'économie informelle, intégration des questions liées au genre, nouveaux risques psychosociaux	Formation des inspecteurs-trices et co-exécution avec d'autres institutions de régulation du marché du travail
22	Casey et al. (2018)	Article scientifique	Canada, Ontario	Précarisation de l'emploi	Hausse des infractions aux normes de sécurité et santé au travail	Renforcement des stratégies proactives et des "sanctions supportables" vis-à-vis des entreprises fautives
23	De Miguel et al. (2023)	Article scientifique	Espagne	Numérisation, plateformes de l'économie	Contournement et dégradation du droit du travail	Non mentionnées
24	De Stefano & Doellegast (2023)	Article scientifique	Canada, Union européenne, Royaume-Unis	Numérisation, plateformes de l'économie	Effets de l'automatisation et la surveillance des salarié-es sur les risques psychosociaux	Renforcement de la négociation sociale et intégration
25	De Stefano (2015)	Article scientifique	International	Numérisation, plateformes de l'économie	Contournement et dégradation du droit du travail	Reconnaissance du statut de salarié-es, engagement des partenaires sociaux

Les inspections du travail face aux transformations du marché du travail

N°	Auteur-es	Type de source	Pays	Transformations du travail	Enjeux pour l'inspection du travail	Stratégies mises en œuvre par l'inspection
26	Dewan & Ronconi (2018)	Article scientifique	États-Unis, Canada	Mesures législatives	Opportunités de renforcement du rôle des inspections du travail dans le cadre de l'introduction des clauses sociales dans les accords de libre-échange	Ciblage des entreprises et secteurs couverts par les accords de libre-échange
27	Eckert (2018)	Article scientifique	Canada, Ontario	Non explicitées	Difficulté à combiner des approches contradictoires (coercition et persuasion)	Non mentionnées
28	Estlund (2005)	Article scientifique	États-Unis	Mondialisation, affaiblissement des partenaires sociaux	Efficacité des outils d'autorégulation pour la protection de la sécurité et la santé au travail	Co-exécution à travers la coopération en présence d'outils d'autorégulation
29	Estlund (2012)	Chapitre de livre	États-Unis	Non mentionnées	Participation des travailleurs-euses dans un marché du travail dominé par l'autorégulation des entreprises	Co-exécution des lois à travers la coopération en présence d'outils d'autorégulation des entreprises
30	EU-OSHA	Rapport	Europe, Union européenne	Risques psychosociaux	Détection des risques psychosociaux et adéquation des contrôles	Formation et expertise
31	Fedorets & Beckmannshagen (2021)	Article scientifique	Allemagne	Mesures législatives (salaire minimum)	Non-respect des salaires minimums par les employeurs	Accroître les sanctions et les coûts de réputation des entreprises fautives, contrôles dans les fournisseurs/sous-traitants, renforcement de l'organisation collective des travailleurs.euses et du droit du travail, contrôles ciblés
32	Fine & Gordon (2010)	Article scientifique	États-Unis	Immigration laborieuse, précarité de l'emploi	Dégradation des salaires et conditions de travail	Co-exécution à travers une collaboration entre inspections du travail et syndicats
33	Fine (2017)	Article scientifique	États-Unis	Précarisation du travail	Paradoxe entre la hausse des dispositifs étatiques (salaire minimum, protection de la santé) et une hausse des cas d'infraction	Co-exécution via un soutien institutionnel, un accroissement des ressources et la collaboration avec les syndicats
34	Garcia-Muñoz Alhambra & Ter Haar (2020)	Article scientifique	International	Mondialisation, immigration laborieuse	Adéquation des interventions des dispositifs nationaux dans un marché du travail internationalisé	Créer une inspection internationale du travail transnationale pour contrôler le respect des conditions de travail et de protection de la santé dans les entreprises multinationales

Les inspections du travail face aux transformations du marché du travail

N°	Auteur-es	Type de source	Pays	Transformations du travail	Enjeux pour l'inspection du travail	Stratégies mises en œuvre par l'inspection
35	Gindling et al. (2015)	Article scientifique		Mesures législatives (salaire minimum)	Contrôle du respect des normes sur le salaire minimum, risque de détournement des ressources	Ciblage sur le contrôle des salaires minimums
36	Graz et al. (2022)	Article scientifique	International	Mondialisation, transformations des frontières juridiques et géographiques des entreprises	Faiblesse des régulations privées transnationales (certification) pour la protection des salarié-es	Renforcement des droits de participation des salarié-es
37	Hardy (2011)	Article scientifique	Australe	Non mentionnées	Inefficacité des contrôles et des résultats de l'inspection	Co-exécution à travers la coopération avec les partenaires sociaux et la société civile
38	Hartlapp & Heidbreder (2018)	Article scientifique	Europe, Union européenne	Mondialisation, tertiarisation, immigration laborieuse	Efficacité des contrôles à travers des dispositifs nationaux dans une économie mondialisée	Co-exécution à travers une coopération horizontale entre les services d'inspections nationaux (cas des travailleurs-euses détachés)
39	Hartlapp (2014)	Article scientifique	Europe, Union européenne	Mondialisation, tertiarisation, immigration laborieuse	Efficacité des contrôles à travers des dispositifs nationaux dans une économie mondialisée	Co-exécution à travers une coopération horizontale entre les services d'inspections nationaux (cas des travailleurs-euses détachés)
40	Hassael & Özkiziltan (2023)	Article scientifique	Allemagne	Numérisation, plateformes de l'économie	Effets de l'automatisation et la surveillance des salarié-es sur les risques psychosociaux	Adaptation de la législation et développement d'une expertise sur les effets de la numérisation sur les risques psychosociaux
41	Howe et al. (2013)	Article scientifique	Australie	Nouvelle gestion publique	Importance du professionnalisme pour une inspection de travail efficace	Non mentionnées
42	International Labour Office (2015)	Rapport		Économie informelle, travail domestique	Relations de confiance avec employeurs, diversité des cas et précarité des conditions, difficulté d'intervention, basse syndicalisation	Standardisation des pratiques
43	Jensen (2004)	Article scientifique	International	Nouvelle gestion publique	Mécanismes de contrôle du travail des inspecteurs-euses et formes de redevabilité	Non mentionnées

Les inspections du travail face aux transformations du marché du travail

N°	Auteur-es	Type de source	Pays	Transformations du travail	Enjeux pour l'inspection du travail	Stratégies mises en œuvre par l'inspection
44	Levine (1990)	Article	Etats-Unis	Transformations de l'organisation du travail	Participation des travailleurs-euses, productivité	Non mentionnées
45	Lewis (2019)	Article scientifique	Royaume-Unis	Immigration laborieuse	Vulnérabilité de la main-d'œuvre, connaissances des droits et propension à dénoncer en cas d'abus	Formation des inspecteurs.euses, ciblage en fonction des standards législatifs, stratégie du <i>naming and shaming</i> , service de <i>hotline</i>
46	Lindblom & Hansson (2004)	Article scientifique	Suède	Non mentionnées	Évaluer l'efficacité des diverses approches d'inspection	Recours à l'expertise scientifique
47	Loyens (2013)	Article scientifique	Europe	Nouvelle gestion publique	Développer des approches permettant d'améliorer les conditions de travail et la performance des entreprises sans tomber dans les pièges du "managérialisme"	Combinaison de diverses approches d'inspection dans les entreprises
48	Maconachie & Goodwin (2010)	Article scientifique	Australie	Non explicitées	Persistance des infractions aux normes de sécurité et santé au travail	Ciblade des contrôles en fonction du nombre d'accidents, de plaintes, de la présence syndicale dans les entreprises, etc.
49	Mandy (2017)	Article scientifique	France	Mesures légales	Nouveau pouvoir de l'inspection dans le cadre d'une réforme du Code du travail	Non mentionnées
50	Marinakis (2016)	Article scientifique	Amérique latine, Chili, Costa Rica, Perù, Uruguay	Mesures légales (salaire minimum)	Nouvelles compétences pour les inspections du travail, insuffisance de ressources, faiblesse des amendes, longues procédures judiciaires	Renforcement des ressources, constitution d'un registre des inspections d'entreprise pour mieux cibler les contrôles
51	Mias (2015)	Article scientifique	France	Nouvelle gestion publique	Standardisation des procédures, pouvoir discrétionnaire des inspecteurs-trices	Développer une approche pédagogique vis-à-vis des employeurs
52	Moraes Pires & Durand (2011)	Article scientifique	Suisse	Développement des PME, sous-traitance	Faisabilité des contrôles, relations de confiance avec les employeurs	Formations des inspecteurs aux réalités de terrain
53	Mustchin & Martinez Lucio (2023)	Article scientifique	Royaume-Uni	Nouvelle gestion publique	Diminution des ressources, mécanismes de contrôle du travail et intensification du travail des inspecteurs.euses, changement de l'activité de contrôle (moins de terrain)	Non mentionnées

Les inspections du travail face aux transformations du marché du travail

N°	Auteur-es	Type de source	Pays	Transformations du travail	Enjeux pour l'inspection du travail	Stratégies mises en œuvre par l'inspection
54	Navarro (2015)	Article scientifique	Argentine	Austérité, précarisation de l'emploi (économie domestique et informelle)	Légitimité des inspections du travail dans l'économie domestique et informelle	Co-exécution
55	Noack et al. (2020)	Article scientifique	Canada, Ontario	Non explicitées	Utilisation des données issues des plaintes	Renforcer l'usage des données plaintes pour orienter les inspections des lieux de travail et recours aux amendes en cas d'infraction
56	Outhwaite & Martin-Ortega (2019)	Article scientifique	International	Mondialisation, transformations des frontières juridiques et géographiques des entreprises	L'inefficience des outils d'autorégulation et absence de participation des travailleurs.eusses	Co-exécution via la création d'un dispositif d'inspection du travail basée sur l'implication et la participation effective des travailleurs.eusses aux activités de contrôle
57	Paraciani & Rizza (2021)	Article scientifique	Italie	Immigration laborieuse, transformations des frontières juridiques et géographiques et de la relation d'emploi	Légitimité d'intervention des inspections du travail dans l'économie informelle et dans le cas du travail à domicile	Combinaison des approches d'intervention (coercition, concertation ou standardisation)
58	Páramo & Vega (2017)	Article scientifique	Allemagne, Espagne, États-Unis et France	Transformations de la relation salariale	Adéquation de la loi sur le travail	Numérisation des contrôles, co-exécution à travers la coopération avec les partenaires sociaux
59	Pärli (2002)	Article scientifique	International	Numérisation, plateformes de l'économie	Risques psychosociaux accrus pour la santé	Renforcer la participation des salariés au travail
60	Piore & Schrank (2008)	Article scientifique	International	Crise économique	Atouts et limites des modèles latin et anglo-saxon dans un contexte de crise	Non mentionnées
61	Piore & Schrank (2018)	Livre	International	Mondialisation, transformations juridiques et géographiques des frontières des entreprises, précarisation des travailleurs, affaiblissement des partenaires sociaux	Adéquation des services d'inspection du travail et des législations du travail	Renforcement de la co-exécution à travers une coopération plus étroite avec les diverses institutions de régulation du marché du travail
62	Piore (2011)	Article scientifique	Amérique du Sud, Sud de l'Europe, États-Unis	Nouvelle gestion publique	Efficacité des approches au regard de la marge discrétionnaire des inspecteurs.triches du travail	Non mentionnées

Les inspections du travail face aux transformations du marché du travail

N°	Auteur-es	Type de source	Pays	Transformations du travail	Enjeux pour l'inspection du travail	Stratégies mises en œuvre par l'inspection
63	Pires (2008)	Article scientifique	Amérique du Sud, Brésil	Non explicitées	Adéquation des approches de l'inspection	Combinaison des approches (prévention, sanction et persuasion) et démontrer les effets "gagnant-gagnant" aux employeurs et aux travailleurs.eusses afin d'améliorer l'efficience des contrôles en entreprise
64	Pires (2011)	Article scientifique	Amérique latine, Brésil	Nouvelle gestion publique	Mécanismes de contrôle du travail des inspecteurs.eusses et formes de redevabilité	Marge discrétionnaire des inspecteurs.eusses
65	Pires (2013)	Article scientifique	Amérique latine, Brésil	Nouvelle gestion publique	Mécanismes de contrôle du travail des inspecteurs.eusses et formes de redevabilité	Accountable creativity, cartographie des infractions du travail des enfants, etc.
66	Quinlan & Bohle (2008)	Article scientifique	International	Mondialisation, sous-traitance et travail domestique	Risques psychosociaux accrus pour la santé	Non mentionnées
67	Quinlan et al. (2009)	Article scientifique	Australie	Immigration laborieuse, précarité de l'emploi	Difficulté d'intervention des inspections du travail dans les chaînes de sous-traitance et dans les nouveaux secteurs (soins à domicile)	Changement de l'organisation du travail
68	Reinhold et al. (2009)	Article scientifique	Estonie	Nouveaux risques pour la sécurité et la santé au travail	Diminution de ressources et difficulté à collecter les données	Ciblage des grandes entreprises, renforcement d'un observatoire des risques
69	Rissing (2022)	Article scientifique	États-Unis	Immigration laborieuse	Limites des contrôles basées sur l'autodéclaration des employeurs	Contrôles ciblés sur les pratiques d'inspection concernées
70	Ronconi (2010)	Article scientifique	Argentine	Non explicitées	Mesurer l'effet de l'inspection du travail sur l'application des lois en entreprise	Non mentionnées
71	Ruiz (2009)	Rapport	Europe, Union européenne	Mondialisation, crise économique, travail informel	Abus sur les travailleurs.eusses et inadéquation des ressources des inspections du travail	Co-exécution à travers une coopération internationale avec d'autres institutions de régulation du marché du travail et des médias, renforcement des outils de dissuasion, etc.

Les inspections du travail face aux transformations du marché du travail

N°	Auteur-es	Type de source	Pays	Transformations du travail	Enjeux pour l'inspection du travail	Stratégies mises en œuvre par l'inspection
72	Sampson & Bloor (2007)	Article scientifique	Inde, Royaume-Unis et Russie	Mondialisation, tertiarisation	Difficultés à réguler des industries globales pour des dispositifs d'inspection ancrées dans le paradigme de l'État-nation	Co-exécution à travers une inspection transnationale dans les ports internationaux
73	Santoso (2018)	Article scientifique	Indonésie	Austérité	Inadéquation des ressources (effectifs et compétences)	Investissement dans les services d'inspection du travail
74	Sojourner & Yang (2022)	Article scientifique	États-Unis	Non explicitées	Le taux de syndicalisation dans une entreprise a un impact sur le nombre, la qualité et le suivi des contrôles en matière de sécurité et santé au travail	Co-exécution à travers une coopération plus étroite entre syndicats et inspections du travail
75	Sydow et al. (2014)	Article scientifique	Brésil, Europe, États-Unis	Mondialisation, transformations des frontières juridiques et géographiques des entreprises	Application des accords-cadres mondiaux en matière de protection de la sécurité et de la santé au travail	Approche systématique et intégrée d'application des accords-cadres
76	Szarlej & Tiano (2013)	Article scientifique	France	Nouvelle gestion publique	Atouts et limites de l'extension de la nouvelle gestion publique à l'inspection du travail	Non mentionnées
77	Szarlej-Ligner (2016)	Article scientifique	France	Nouvelle gestion publique	Numérisation de l'inspection, adhésion et résistances des inspecteurs.triches	Non mentionnées
78	Teague (2009)	Article scientifique	Irlande	Mondialisation, immigration laborieuse	Inadéquation d'un système d'inspection du travail fragmentée en plusieurs entités	Hausse des ressources et co-exécution à travers la coopération avec d'autres institutions de régulation du marché du travail
79	Toïhen (2006)	Article de magazine	Suisse	Non explicitées	Faire face aux nouveaux risques psychosociaux	Prévention durable du mobbing en entreprise
80	Tombs & Whyte (2013)	Article scientifique	Royaume-Unis	Mesures législatives (austérité)	Diminution des ressources, perte d'efficacité des interventions réactives, affaiblissement de la participation des travailleurs.eusses	Non mentionnées

Les inspections du travail face aux transformations du marché du travail

N°	Auteur-es	Type de source	Pays	Transformations du travail	Enjeux pour l'inspection du travail	Stratégies mises en œuvre par l'inspection
81	Toukas et al. (2015)	Article scientifique	Europe, Union européenne	Mondialisation, numérisation et flexibilité du travail	Renforcement des risques psychosociaux et absence de cadre politique claire pour y faire face, différentes cultures de prévention de la santé dans les entreprises et auprès des employé-es	Approche holistique de l'inspection : évaluation et gestion des risques, amélioration des compétences et formation des inspecteurs.triches
82	Vandenberghe (2003)	Article scientifique	France	Nouvelle gestion publique	Mécanismes de contrôle du travail des inspecteurs-eusses	Développement des compétences communes et collectives au sein des services d'inspection
83	Vogel (2015)	Livre	Europe, Union européenne	Changements structurels et transformations des frontières juridiques et géographiques des entreprises, risques psychosociaux	Détection des risques psychosociaux et adéquation des contrôles	Participation accrue des travailleuses et co-exécution à travers une coopération avec les syndicats en matière de protection de la santé au travail
84	Vogel (2018)	Chapitre de livre	Europe, Union européenne	Risques psychosociaux	Adaptation des systèmes d'inspection à de nouvelles réalités	Non explicitées
85	von Richthoven (2002)	Livre	International	Mondialisation, numérisation et changements de la relation de travail	Adéquation des ressources et des approches de l'inspection	Standardisation des approches
86	Vosko (2020)	Livre	Canada, Ontario	Immigration laborieuse, réduction des ressources, affaiblissement des partenaires sociaux, etc.	Réduction des plaintes, réduction de l'efficacité des interventions	Développement de stratégies proactives, co-exécution à travers la coopération avec les autres institutions de régulation du marché du travail
87	Vosko et al (2021)	Article scientifique	Canada, Ontario	Immigration laborieuse, précarité de l'emploi et du travail	Limites de l'approche pédagogique et du ciblage dans l'activité des inspections, notamment dans les petites entreprises et dans le secteur de la logistique	Renforcement d'une approche dissuasive
88	Vosko et al. (2019)	Article scientifique	Canada, Ontario	Immigration laborieuse	Précarité de la main-d'œuvre migrante, faible dénonciation; faible ciblage de l'inspection du travail	Élargir les conditions pour la dénonciation, changer le régime de travail pour cette main-d'oeuvre, renforcer les ressources pour l'inspection

Les inspections du travail face aux transformations du marché du travail

N°	Auteur-es	Type de source	Pays	Transformations du travail	Enjeux pour l'inspection du travail	Stratégies mises en œuvre par l'inspection
89	Walters & Wadsworth (2022)	Article scientifique	International	Mondialisation, risques psychosociaux	Protection de la sécurité et de la santé au travail dans un secteur internationalisé	Participation effective des travailleurs aux activités de prévention et protection de la santé au travail
90	Walters (2016)	Article de magazine	Europe, Union européenne	Risques psychosociaux	Prise en charge des risques	Meilleure orientation des ressources, ciblage des risques
91	Walters et al. (2011)	Livre	France, Royaume-Uni, Suède	Austérité, mondialisation, précarisation, risques psychosociaux	Adaptation des systèmes d'inspection aux nouvelles transformations du marché du travail	Non explicitées
92	Weil (1999)	Article scientifique	Canada, Ontario	Mesures législatives	Opportunité de collaborations avec des comités d'entreprise responsables de l'application des normes de sécurité et de santé au travail	Co-exécution via une coopération avec les comités d'entreprises
93	Weil (2008)	Article scientifique	International	Affaiblissement des partenaires sociaux, mondialisation, numérisation, nouveaux risques psychosociaux, diminution des ressources des inspections	Inadéquation des ressources pour l'inspection du travail, absence d'une approche stratégique d'intervention	Organisation globale des activités d'inspection, ciblage des risques, co-exécution et suivi en cas d'infraction
94	Weil (2014)	Livre	États-Unis	Mondialisation, transformations des frontières juridiques et géographiques des entreprises	Responsabilité des entreprises en matière de protection des salaires, de la sécurité et de la santé	Co-exécution des lois à travers la coopération de l'inspection du travail avec d'autres institutions de régulation du marché du travail
95	Weil (2018)	Article scientifique	États-Unis	Mondialisation, transformations des frontières juridiques et géographiques des entreprises	Faire face aux enjeux multiples des transformations du marché du travail dans un contexte de ressources limitées	Approche stratégique de l'inspection du travail (approche proactive, participation des employeurs et employés, co-exécution avec d'autres entités publiques)
96	Weissbrodt & Giacque (2017)	Article scientifique	International	Précarisation, nouveaux risques psychosociaux	Détection des risques et adéquation des approches d'intervention	Approche de prévention, formation des inspecteurs-triches, ressources et support institutionnel

Les inspections du travail face aux transformations du marché du travail

N°	Auteur-es	Type de source	Pays	Transformations du travail	Enjeux pour l'inspection du travail	Stratégies mises en œuvre par l'inspection
97	Weissbrodt (2019)	Thèse de doctorat	Suisse	Risques psychosociaux	Délectabilité et prévention des risques, limite de l'approche de prévention	Combiner de manière stratégique les approches de prévention, coercition et persuasion
98	Weissbrodt et al. (2021)	Actes de conférences	Suisse	Numérisation, plateformes de l'économie	Renforcement des risques psychosociaux et inadéquation du système suisse au regard des ressources, de la faiblesse des sanctions et de participation des travailleurs-euses	Renforcer les ressources et développer une approche basée sur la combinaison d'approches d'intervention

3. Entretiens d'expert-es de l'inspection de travail en Suisse

Nom	Fonction	Date	Durée
<i>Organes fédéraux</i>			
Christophe Iseli (IN1)	Chef de l'inspection fédérale du travail, Seco	03.08.2023	2h 20
Olivier Favre (IN2)	Chef Sécurité au travail et protection de la santé, SUVA	05.09.2023	1h 32
<i>Inspections cantonales</i>			
René Matter (IN3)	Directeur Antenne cantonale de prévention de l'Association intercantonale pour la protection des travailleurs (AIPT)	28.07.2023	1h 52
Cristina Stoll (IN4)	Directrice de l'OCIRT (inspection cantonale du travail Genève) et membre de la Commission tripartite fédérale	19.07.2023	2h
Jürg Marton (IN5)	Chef de l'inspection cantonale du travail du canton de Zurich et membre de la direction de l'Association intercantonale pour la protection des travailleurs (AIPT)	09.10.2023	1h 37
<i>Partenaires sociaux</i>			
Nico Lutz (IN6)	Responsable du secteur Bâtiment du syndicat Unia, membre de la Commission paritaire du secteur principal de la construction et de la Commission tripartite fédérale	18.08.2023	2h 25
Michael Kehrli (IN7)	Chef du département juridique de la Société suisse des entrepreneurs (SSE), membre de la Commission paritaire du secteur principal de la construction et de la Commission tripartite fédérale	31.08.2023	1h 33